



**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE  
DU BURKINA FASO**

**RAPPORT SUR LA PERCEPTION DU CLIMAT DES AFFAIRES  
AU BURKINA FASO**

*1<sup>er</sup> semestre 2018*

*Direction des Etudes et de la Stratégie (DES)*

**Août 2018**

**TABLE DES MATIERES**

Liste des Tableaux.....	iii
Liste des Figures.....	iv
Sigles et abréviations.....	vi
Introduction .....	1
<b>I. APERÇU DE LA CONJONCTURE INTERNATIONALE ET NATIONALE .....</b>	<b>2</b>
I.1 Conjoncture internationale et régionale .....	2
I.2 Conjoncture nationale .....	4
I.3 Méthodologie d'enquête .....	5
<b>II. PROFIL DES ENTREPRISES ENQUETEES .....</b>	<b>6</b>
II.1 Le secteur d'activité.....	6
II.2 Taille et ancienneté.....	7
II.3 Le statut juridique .....	7
<b>III. PERCEPTION DE LA CONJONCTURE SOCIO-ECONOMIQUE ET DU CLIMAT DES AFFAIRES .....</b>	<b>8</b>
III.1 Perception de la conjoncture économique et sociale.....	8
III.2 Climat des affaires.....	9
<b>IV. EVOLUTION SECTORIELLE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET PERSPECTIVES EN FIN 2018.....</b>	<b>12</b>
IV.1 Le secteur du commerce .....	12
IV.1.1 Evolutions de quelques variables conjoncturelles.....	12
IV.1.2 L'investissement .....	14
IV.1.3 Les exportations .....	15
IV.2 Le secteur de l'Industrie.....	17
IV.2.1 Evolutions de quelques variables conjoncturelles .....	17
IV.2.2 L'investissement .....	20
IV.2.3 Les exportations .....	20
IV.3 Le secteur des services .....	22
IV.3.1 Evolutions de quelques variables conjoncturelles .....	22
IV.3.2 L'investissement .....	25
IV.3.3 Les exportations .....	25
<b>V. ENVIRONNEMENT GENERAL DES AFFAIRES ET COMPETITIVITE DES ENTREPRISES .....</b>	<b>27</b>

V.1 Les marchés publics .....	27
V.2. Qualité des services publics .....	28
V.3 Environnement judiciaire et législation du travail .....	29
V.4 Appréciation de l'accessibilité, du coût et de la distribution des facteurs de production .....	30
V.5 Financement de l'entreprise .....	31
V.6 Dette intérieure .....	34
V.7 Entrepreneuriat .....	37
V.7.1 Accès à l'information .....	37
V.7.2 Facteurs déterminants pour l'entrepreneuriat .....	37
V.7.3 Contraintes rencontrées .....	38
V.7.4 Classement Doing Business (DB/2018) .....	38
Conclusion.....	40

**LISTE DES TABLEAUX**

<i>Tableau 1 : Répartition de l'échantillon par secteur d'activités .....</i>	<i>5</i>
<i>Tableau 2 : Répartition de l'échantillon par ville .....</i>	<i>5</i>
<i>Tableau 3 : Ajustement de l'échantillon par ville.....</i>	<i>5</i>
<i>Tableau 4 : Répartition de l'échantillon suivant la division fiscale (chiffre d'affaires).....</i>	<i>5</i>
<i>Tableau 5 : Répartition des entreprises suivant le chiffre d'affaires et le nombre de salariés permanents....</i>	<i>7</i>
<i>Tableau 6 : Prévion de l'évolution de l'activité économique au second semestre 2018 .....</i>	<i>13</i>
<i>Tableau 7 : Evolution future de l'activité économique au second semestre 2018 .....</i>	<i>18</i>
<i>Tableau 8 : Evolution de l'activité économique du secteur des services au second semestre 2018 .....</i>	<i>25</i>
<i>Tableau 9 : Appréciation de la qualité des services publics.....</i>	<i>28</i>
<i>Tableau 10 : Appréciation de la distribution des facteurs de production.....</i>	<i>31</i>

## LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Taux de réponses par secteur d'activité .....	6
Figure 2 : Répartition des entreprises interrogées suivant leur statut juridique et leur secteur d'activité.....	8
Figure 3 : Perception de la conjoncture économique et sociale .....	8
Figure 4 : Facteurs déterminants pour l'amélioration de la conjoncture socioéconomique.....	9
Figure 5 : Appréciation du climat des affaires.....	10
Figure 6 : Climat des affaires par secteur d'activités .....	10
Figure 7 : Perspectives de la situation économique selon le secteur d'activité .....	10
Figure 8 : Evolution de l'activité économique au premier semestre 2018.....	12
Figure 9 : Facteurs déterminants dans la hausse /baisse du chiffre d'affaires.....	14
Figure 10 : Financement des investissements .....	14
Figure 11 : Entraves à l'investissement.....	15
Figure 12 : Entraves à l'investissement dans le commerce .....	16
Figure 13 : Principales difficultés à l'importation dans le commerce.....	16
Figure 14 : Types d'information indispensables à l'exportation.....	17
Figure 15 : Evolution de l'activité économique au premier semestre 2018.....	17
Figure 16 : Facteurs déterminants dans la hausse/baisse du chiffre d'affaires.....	19
Figure 17 : Source de financement des investissements .....	20
Figure 18 : Freins aux investissements.....	20
Figure 19 : Evolution des exportations en 2018 .....	21
Figure 20 : Besoins en informations sur les exportations.....	21
Figure 21 : Evolution de l'activité économique (services non financiers) au premier semestre.....	22
Figure 22 : Evolution de l'activité économique (services financiers) au premier semestre.....	23
Figure 23 : Facteurs déterminants si hausse du chiffre d'affaires.....	23
Figure 24 : Facteurs déterminants si baisse du chiffre d'affaires.....	24
Figure 25 : Entraves à l'investissement.....	25
Figure 26 : Evolution des exportations des services non financiers.....	26
Figure 27 : Principales contraintes .....	26
Figure 28 : Répartition des entreprises ayant déjà pris part à un appel d'offre .....	27
Figure 29 : Accessibilité aux marchés publics .....	27
Figure 30 : les causes de votre appréciation:.....	29
Figure 30 : Proportion des contentieux par secteur d'activités .....	30
Figure 32 : Nature des contentieux.....	30
Figure 33 : Appréciation du coût unitaire des facteurs de production .....	31
Figure 34 : Financement des activités .....	32
Figure 35 : Financement des activités par secteur d'activités.....	32
Figure 36 : Appréciation des coûts de financements bancaires .....	32
Figure 37 : Appréciation du taux d'intérêt débiteur par secteur d'activités.....	33
Figure 38 : Appréciation du coût des services financiers par secteur d'activités.....	33
Figure 39 : Appréciation du coût du crédit par secteur d'activités.....	34

<i>Figure 40 : Nature des créances.....</i>	<i>35</i>
<i>Figure 41 : Nature des créances par secteur d'activités.....</i>	<i>35</i>
<i>Figure 42 : Evolution de l'absorption de la dette intérieure.....</i>	<i>36</i>
<i>Figure 43 : accès à l'information.....</i>	<i>37</i>
<i>Figure 44 : Service déterminant pour aider les jeunes entreprises.....</i>	<i>37</i>
<i>Figure 45 : Principales contraintes du secteur privé.....</i>	<i>38</i>

**SIGLES ET ABREVIATIONS**

BAD	: Banque africaine de développement
BTP	: Bâtiments et travaux publics
CCI-BF	: Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso
CEDEAO	: Communauté des états de l'Afrique de l'ouest
CNSS	: Caisse nationale de sécurité sociale
DB	: Doing business
DGI	: Direction générale des impôts
Fichier NERE	: Fichier nationale des entreprises et regroupements d'entreprises
FEC	: Facilité élargie de crédit
FMI	: Fond monétaire international
IDE	: Investissements directs étrangers
KWH	: Kilo watt heure
PCAF	: Perception du climat des affaires
PIB	: Produit intérieur brut
PME	: Petites et moyennes entreprises
PNDES	: Plan national de développement économique et social
SA	: Société anonyme
SARL	: Société à responsabilité limité
SMIG	: Salaire minimum interprofessionnel garanti
TVA	: Taxe sur la valeur ajoutée
UEMOA	: Union économique et monétaire ouest africaine

## INTRODUCTION

Depuis le lancement de sa première enquête semestrielle de conjoncture, effectuée en 2009, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso (CCI-BF), a donné une importance croissante à l'étude de l'évolution du climat des affaires à court terme. Cette investigation est en droite ligne avec les missions (consultative, administrative et consultative) de l'institution laquelle se veut être un tremplin de l'information économique au profit des milieux d'affaires burkinabè. La présente note de conjoncture présente l'opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution du climat des affaires au cours du premier semestre de 2018 et leurs prévisions d'ici la fin de l'année. Les analyses s'appuient sur des données statistiques collectées auprès des entreprises au cours de la période du 04 au 20 juillet 2018.

Ce rapport vise spécifiquement à :

- (i) Présenter l'évolution de la conjoncture économique à l'international et au plan national et les prévisions attendues d'ici la fin de l'année 2018;
- (ii) Analyser pour chaque secteur d'activité, l'évolution des variables conjoncturelles sur la base des opinions des chefs d'entreprises et recueillir leurs attentes et perspectives pour le second semestre 2018 notamment en termes d'investissement, d'exportation et de financement,
- (iii) Evaluer l'évolution de l'environnement des affaires à travers les marchés publics, l'appréciation des facteurs de production et de la qualité des services publics,
- (iv) Présenter les principales contraintes actuelles du secteur privé et les attentes des opérateurs économiques en termes d'entrepreneuriat.

Le document est organisé en cinq grandes sections. La première section présente l'aperçu de la conjoncture internationale et nationale et la méthodologie utilisée. La deuxième section dresse le profil des entreprises enquêtées. Les principaux résultats sont consignés dans les sections: la perception des chefs d'entreprises sur la conjonction socioéconomique et le climat des affaires (section 3), l'évolution de l'activité économique par secteur d'activités et les perspectives au second semestre 2018 (section 4) et l'environnement générale des affaires et la compétitivité des entreprises (section 5).

## I. APERÇU DE LA CONJONCTURE INTERNATIONALE ET NATIONALE

### I.1 Conjoncture internationale et régionale

La croissance de l'économie mondiale s'est établie à 3,8% en 2017 selon le rapport final du fonds monétaire international. Le commerce mondial qui est généralement très corrélé avec l'investissement mondial, s'est redressé en 2017 après deux années de faiblesse, avec un taux de croissance réelle de 4,9% selon les estimations. L'indice des prix des produits de base établi par le FMI a progressé de 16,9% entre Août 2017 et février 2018. Cette hausse tient principalement au pétrole et au gaz naturel. Les prévisions d'avril 2018 tablent sur une croissance de 3,9% du PIB en 2018 et en 2019 impulsée par une dynamique vigoureuse, d'un état d'esprit favorable sur les marchés, de conditions financières accommodantes ainsi que des répercussions intérieures et internationales de la politique budgétaire expansionniste des Etats Unis.

Mais le rapport du fonds monétaire international de juillet 2018 dépeint une situation moins reluisante. L'expansion devient moins égale et les risques entourant les perspectives augmentent. La possibilité d'une croissance plus dynamique que prévue s'est quelque peu estompée au vu des faibles résultats enregistrés au premier trimestre de 2018 dans plusieurs grands pays (zone euro, Japon, etc.). La croissance s'établirait à 4,8% en 2018 et 4,5% en 2019 en perte respectivement de 0,3 point et 0,1 point par rapport aux prévisions d'avril 2018.

Ainsi, les projections de la croissance ont été révisées à la baisse pour la zone euro – à 2,2% en 2018 au lieu de 2,4% et 1,9% en 2019 au lieu de 2,0% –, le Japon et le Royaume-Uni, car l'activité a été inférieure aux prévisions en début d'année. Parmi les pays émergents et les pays en développement, les perspectives de croissance deviennent aussi plus inégales, sur fond de la montée des prix du pétrole, de la hausse des rendements aux États-Unis, d'une escalade des tensions commerciales et des pressions des marchés sur les monnaies de pays dont les paramètres économiques fondamentaux s'affaiblissent.

La croissance du PIB chinois reste inchangée par rapport aux prévisions d'avril 2018 (6,6% en 2018 et 6,4% en 2019). Cependant les nouvelles prévisions tablent sur une croissance de 7,3% en 2018 et 7,5% en 2019 pour ce qui est de l'économie indienne, soit un recul de 0,1 point et de 0,3 point respectivement en 2018 et en 2019 par rapport à la projection d'avril 2018.

Cette nouvelle projection améliore la situation de l'Afrique subsaharienne qui voit sa prévision de croissance pour 2019 en hausse de 0,1 point pour s'établir à 3,7%. La prévision pour 2018 reste inchangée (3,4%).

Pour ce qui est de l'Afrique de l'Ouest, la croissance a repris en 2017 après s'être stagnée à 0,5% en 2016. En effet, en 2017, la région a enregistré une croissance moyenne de son PIB de 2,5%. Cette croissance a été meilleure dans la zone UEMOA où elle a progressé de 0,2 point par rapport à 2016. Si des disparités entre les niveaux de croissance s'observent entre les pays de la région, ces disparités semblent se réduire lorsqu'on se restreint à la zone UEMOA. Pour un taux de croissance moyen qui s'établit à 6,7% en 2017, tous les pays de l'union ont affiché des taux de croissance supérieure à 5%.

Les prévisions donnent une croissance de 3,6% en 2018 et 3,8% en 2019 pour la région. La reprise attendue de l'économie nigériane soutient également ces tendances. La croissance prévue en 2018 et en 2019 en Côte d'Ivoire et au Ghana deux grosses économies de la région devrait soutenir la reprise attendue au Nigéria. Les perspectives positives dans la région sont fondées sur une hausse des prix du pétrole et de la production de pétrole au Nigéria et au Ghana, ainsi que sur une solide performance agricole. Ces perspectives de croissances sont encore plus reluisantes si on se restreint à l'UEMOA dont les prévisions sont de 6,8% en 2018.

L'inflation persistante et non contenue fausse la croissance économique. De 2014 à 2017, l'inflation moyenne en Afrique de l'Ouest a grimpé de 8,2 à 13,3%, tandis que l'inflation moyenne en Afrique a augmenté de 7,4% à 13%. Néanmoins les projections tablent sur une diminution modérée de l'inflation dans la région, qui cependant restera à deux chiffres : 11,6% en 2018 et 11,0% en 2019.

Les dépenses publiques en pourcentage du PIB ont légèrement diminué en Afrique de l'Ouest en 2015–2016, passant de 26,4% à 26,0%, alors que les pays se sont efforcés de contrôler leurs déficits budgétaires. En 2017 elles seraient passées à environ 26,2 %. Le déficit budgétaire moyen de la région devrait rester relativement stable entre 2017 et 2019, et systématiquement inférieur à la moyenne africaine.

Selon le fonds monétaire international, la coopération multilatérale dans le cadre d'un système commercial ouvert et fondé sur des règles a un rôle essentiel à jouer pour préserver l'expansion mondiale et renforcer les perspectives à moyen terme. Dans les pays avancés, la politique macroéconomique doit être adaptée à la position conjoncturelle arrivée à maturité. De nombreux pays émergents et pays en développement doivent renforcer leur résilience grâce à un dosage approprié de mesures budgétaires, monétaires, de change et prudentielles visant à réduire la vulnérabilité au durcissement des conditions financières mondiales, aux brusques variations des taux de change et aux inversions des flux de capitaux.

## I.2 Conjoncture nationale

En 2018, la croissance économique prévisionnelle du Burkina Faso est de 8,2 %, soutenue par le programme d'investissements publics du Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016–2020, couvrant l'énergie, les aménagements hydro-agricoles, et les infrastructures routières et de télécommunication. Les perspectives de croissance assez solides en dépit d'un contexte sécuritaire fragile laisse voir que le pays devrait atteindre une croissance économique de 7 % en 2018 contre 6,7 % en 2017 et 5,9 % en 2016 (BAD, perspectives économiques en Afrique 2018). L'impact des investissements structurants réalisés dans le cadre du PNDES a contribué à ce dynamisme. En outre, l'économie du Burkina a bénéficié des performances enregistrées par les industries extractives, notamment l'accroissement de la production aurifère, l'intensification des investissements dans la construction, le dynamisme du secteur du commerce et aux développements enregistrés dans l'agriculture.

Le pays reste fortement marqué, dans l'exécution du budget, par la mise en œuvre du PNDES et par la gestion des contraintes sécuritaires. Dans ce contexte, le déficit budgétaire qui s'est creusé de 7,5% du PIB en 2017 devrait s'établir à 4,9% en 2018 grâce à la mise en œuvre du nouveau programme soutenu par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) du FMI. Ce programme vise notamment à préserver la stabilité macroéconomique au moyen d'une politique budgétaire. Le taux d'endettement associé au PNDES est estimé à 36,9 % du PIB en 2017, nettement moins que les 70% des critères de convergence de l'UEMOA, et est jugé soutenable. L'inflation est estimée à 1,5 % pour 2017, contre -0,2 % en 2016 et devrait rester inférieure à 2% en 2018.

En termes de perspectives, l'engagement politique ferme vis-à-vis du programme d'investissements publics du PNDES serait le facteur déterminant pour une croissance économique forte et durable. De grandes potentialités pourraient être mises à profit dans le processus de transformation structurelle de l'économie, de création d'emplois, de diversification et d'accroissement des produits exportés. Il s'agit notamment (i) du grand potentiel de production agro-sylvo-pastorale, halieutique et faunique, (ii) du potentiel de développement de l'agro-industrie, (iii) du potentiel de développement des industries de services, (iv) du grand potentiel de développement de l'énergie solaire capable d'assurer la transition énergétique vers des énergies renouvelables, (v) d'une main-d'œuvre jeune (iv) et d'une diaspora importante.

Au titre des risques qui peuvent entraver les perspectives de croissance figurent les attaques terroristes, la vulnérabilité de l'agriculture aux aléas climatiques, la persistance des revendications sociales et la volatilité des cours de l'or et du coton.

### I.3 Méthodologie d'enquête

Il s'agit d'une sélection d'un échantillon de 500 entreprises par la méthode des quotas. Le fichier de base a été obtenu par recoupement avec le fichier des contribuables 2016 de la direction générale des impôts (65 000 entreprises), celui de la CNSS (92 015 entreprises employeurs) et celui du fichier NERE (132 000 créations d'entreprises). Le choix de l'échantillon s'est fait de façon aléatoire en respectant la structure de la base de sondage en termes de catégorie et sous-catégorie professionnelle, de taille (chiffres d'affaires, effectifs employés) et de localisation géographique (chefs-lieux de régions).

*Tableau 1 : Répartition de l'échantillon par secteur d'activités*

Secteur d'activités	Proportion	Effectif
Commerce	56%	280
Services	31%	155
Industrie	13%	65

Suivant la localisation géographique, la répartition des entreprises de notre base de sondage est représentée dans le tableau ci-dessous.

*Tableau 2 : Répartition de l'échantillon par ville*

Ville	Pourcentage
Ouagadougou	89%
Bobo-Dioulasso	8,7%
Autres	2,3%
Total	100%

Ainsi, les poids des deux (2) villes recalculées pour l'échantillon final en approximant leur pourcentage initial à 100% permet de donner les résultats consignés dans le tableau ci-dessous.

*Tableau 3 : Ajustement de l'échantillon par ville*

Ville	Proportion	Effectif
Ouagadougou	90%	450
Bobo	10%	50

Suivant le critère chiffre d'affaires, il a été nécessaire de pondérer les proportions en tenant compte de la contribution fiscale d'une part, de la contribution de chaque secteur à l'économie et du nombre d'entreprises dans chaque classe fiscale (petites, moyennes et grandes). Ainsi, l'utilisation des coefficients de redressement permet de donner la répartition suivante :

*Tableau 4 : Répartition de l'échantillon suivant la division fiscale (chiffre d'affaires)*

Taille	Proportion après pondération	Effectif
Grande	35%	175
Moyenne	56%	280
Petite	9%	45

## II. PROFIL DES ENTREPRISES ENQUÊTEES

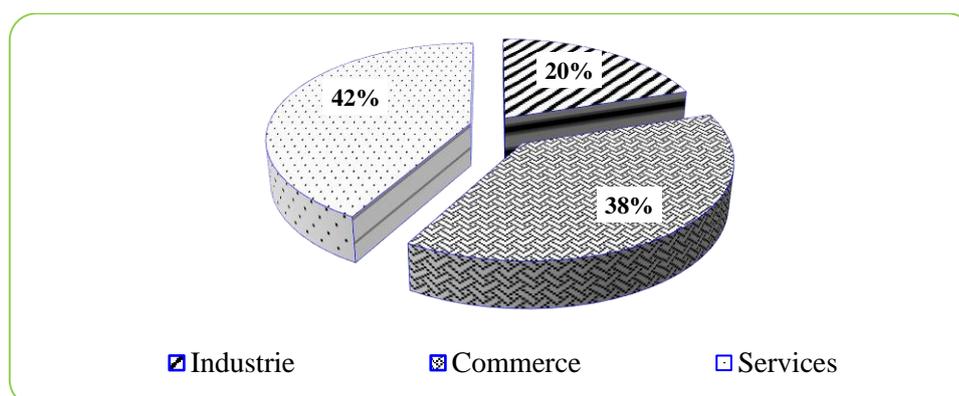
Cette partie résume les principales caractéristiques des entreprises enquêtées. Les variables considérées sont le secteur d'activité, la taille de l'entreprise (chiffre d'affaire, effectif salariés et ancienneté) et le statut juridique.

### II.1 Le secteur d'activité

L'enquête a concerné les entreprises évoluant dans dix-sept (17) branches d'activités regroupées en trois secteurs que sont **le commerce** (commerce de produits alimentaires, commerce de matériaux de construction, commerce de céréales, autres commerces), **l'industrie** (industries agroalimentaires, industrie des BTP, industries minières, industries manufacturières, autres industries) et **les services** (agences de communication, services d'études techniques, les transports et le transit, les banques et assurances et les autres services). Le taux de réponse global de cette enquête est de 87% soit 430 entreprises répondantes sur un total de 500 enquêtées. Sa décomposition par secteur d'activité :

- Services : 42%
- Commerce : 38% ;
- Industrie : 20% ;

*Figure 1 : Taux de réponses par secteur d'activité*



*Source : Enquête PCAF/CCI-BF, juillet 2018/ Notre construction*

## II.2 Taille et ancienneté

Suivant la taille, le tableau ci-dessous montre que 93,6% des entreprises ont moins de 50 salariés permanents et parmi ces entreprises, 17,6% ont réalisé un chiffre d'affaires de plus de 200 millions de F CFA en 2017. En outre, environ la moitié (49,7%) a réalisé moins de 50 millions de chiffres d'affaires en 2018 et 23,2% avec plus de 200 millions.

*Tableau 5 : Répartition des entreprises suivant le chiffre d'affaires et le nombre de salariés permanents*

CA/ Effectif salarié	Aucun salarié	1 à 9 salariés	10 à 49 salariés	50 à 250 salariés	Plus de 250 salariés	Effectif cumulé croissant
CA= 0	0,00%	0,30%	0,30%	0,00%	0,00%	0,60%
] 0; 5 millions [	0,30%	14,80%	1,00%	0,00%	0,00%	16,70%
[5; 50 millions [	0,00%	27,10%	5,60%	0,30%	0,00%	49,70%
[50; 200 millions [	0,00%	18,90%	7,70%	0,50%	0,00%	76,80%
[200 millions; et plus	0,00%	6,60%	11,00%	4,60%	1,00%	100,0%
<b>Effectif cumulé croissant</b>	0,3%	68,0%	93,6%	99,0%	100,0%	

*Source : Enquête PCAF/CCI-BF, juillet 2018/ Notre construction*

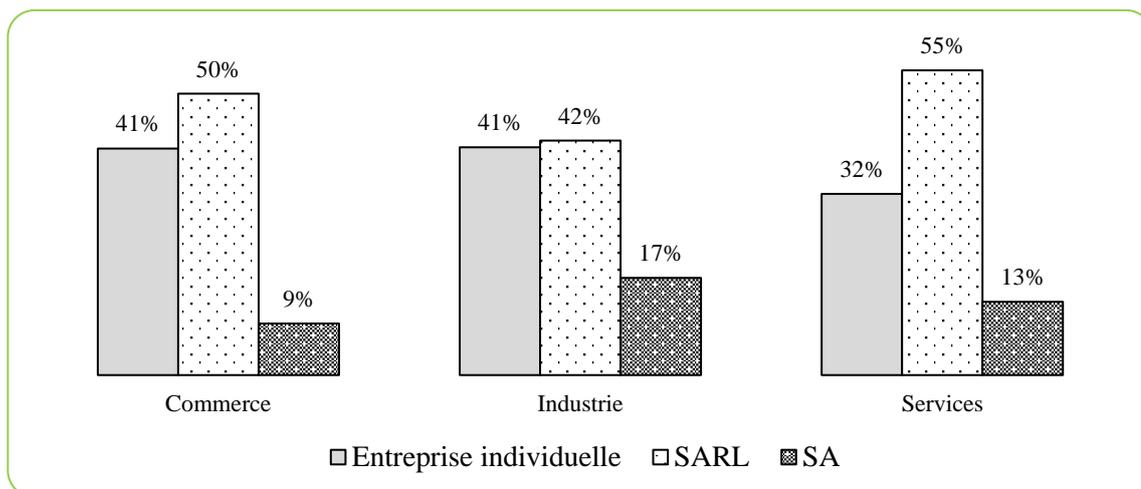
Les entreprises répondantes ont pour la majorité (53,3%) moins de 10 années d'existence et 18,6% capitalisent moins de 5 ans d'expérience. Les entreprises les plus anciennes avec plus de 30 ans d'existence sont essentiellement celles du secteur des services (Banques et établissements financiers) et de l'industrie.

## II.3 Le statut juridique

L'échantillon d'analyse montre que la moitié des entreprises sont des sociétés à responsabilités limitées (SARL). L'autre moitié est constituée d'entreprises individuelles (37%) et des sociétés anonymes (13%).

En ce qui concerne la répartition sectorielle des entreprises, la *Figure 2* montre que la proportion d'entreprises de type SARL est plus importante dans le secteur des services alors que celle de type SA est enregistrée au niveau du secteur industriel. Quant aux entreprises individuelles, elles se retrouvent plus dans les secteurs du commerce (41%) et de l'industrie (41%). Par ailleurs, l'on note que la proportion la plus élevée d'entreprises sociétaires (68%) est enregistré au niveau du secteur des services (55% de SARL et 13% de SA).

Figure 2 : Répartition des entreprises interrogées suivant leur statut juridique et leur secteur d'activité



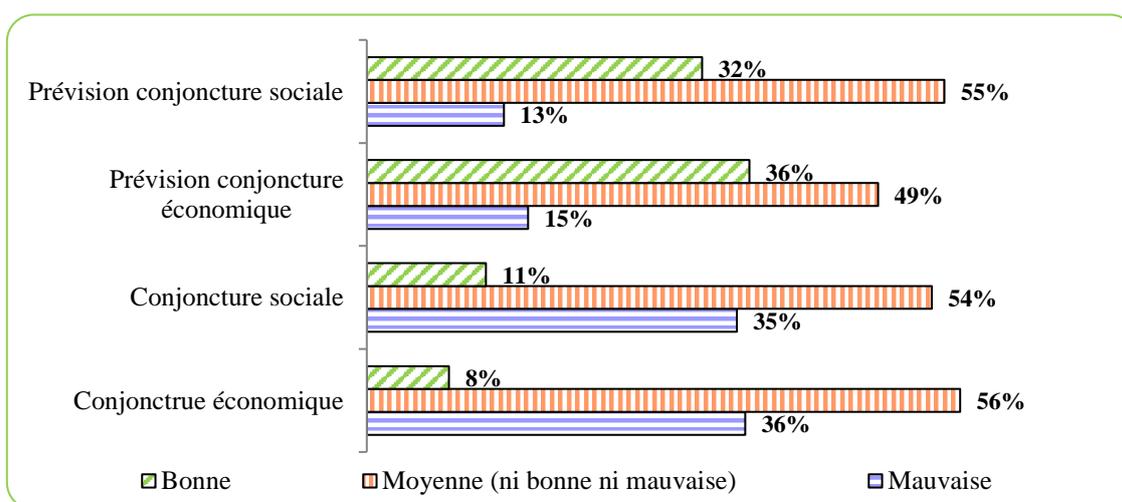
Source : Enquête PCAF/CCI-BF, juillet 2018/ Notre construction

### III. PERCEPTION DE LA CONJONCTURE SOCIO-ECONOMIQUE ET DU CLIMAT DES AFFAIRES

#### III.1 Perception de la conjoncture économique et sociale

La conjoncture socio-économique au premier semestre 2018 a été moyenne de l'avis de plus de 50% des chefs d'entreprises. Toutefois, l'on note que plus du tiers soit respectivement 36% (pour la conjoncture économique) et 35% (pour la conjoncture sociale) des opérateurs économiques ont estimé qu'elle a été mauvaise tout au long des six derniers mois. Comparativement au second semestre 2017, on note une légère amélioration.

Figure 3 : Perception de la conjoncture économique et sociale

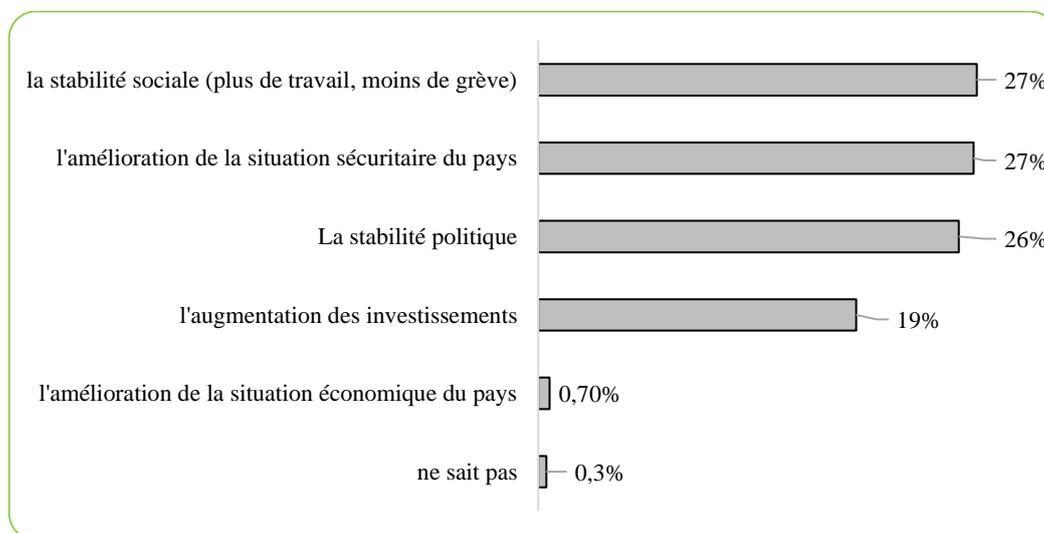


Source : Enquête PCAF/CCI-BF, juillet 2018/ Notre construction

Pour les prochains mois, la conjoncture socio-économique ne connaîtra pas d'évolution significative par rapport à sa situation actuelle. Ainsi pour la majorité des chefs d'entreprises, elle sera moyenne et conservera la même dynamique que celle observée au premier semestre. Par contre pour plus du tiers soit 36% (conjoncture économique) et 32% (conjoncture sociale), ils espèrent une amélioration de la conjoncture actuelle d'ici fin décembre si :

- **Le gouvernement et les syndicats maintiennent la trêve sociale (27% des avis)**
- **La situation sécuritaire du pays s'améliore (27%)**
- **La stabilité politique s'améliore (26%)**
- **Les investissements publics et privés se poursuivent (19%)**

*Figure 4 : Facteurs déterminants pour l'amélioration de la conjoncture socioéconomique*

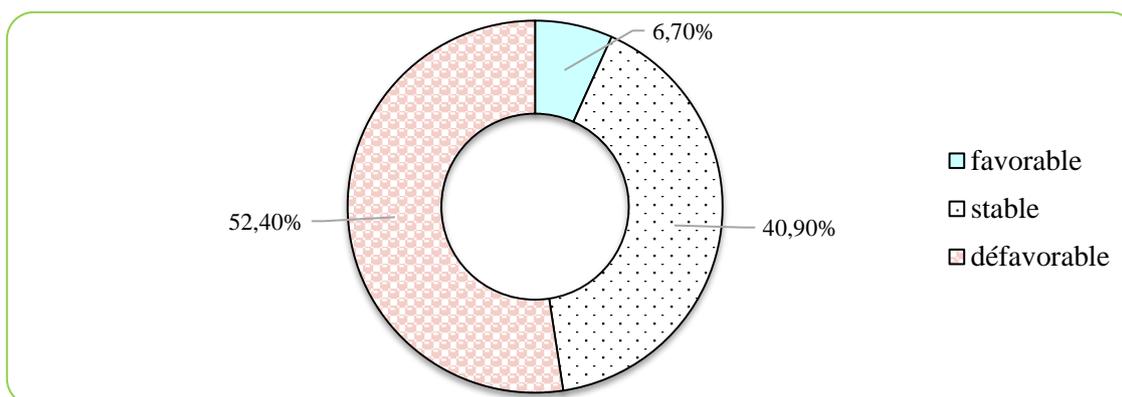


*Source : Enquête PCAF/CCI-BF, juillet 2018/ Notre construction*

### III.2 Climat des affaires

Pour 52,4% des opérateurs économiques, le climat des affaires a été défavorable au premier semestre de 2018. Les grèves à répétition et les attaques terroristes sur le territoire national ont eu raison de l'optimisme des chefs d'entreprises Burkinabè.

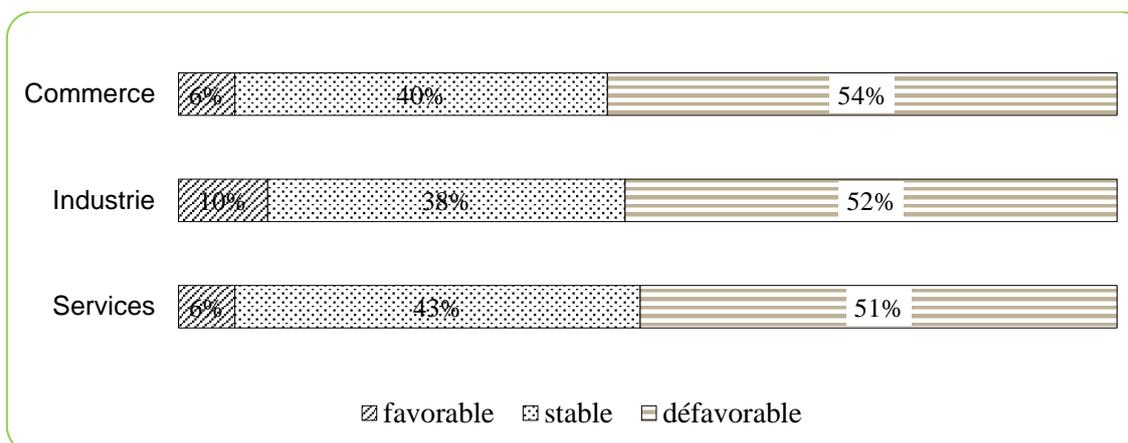
*Figure 5 : Appréciation du climat des affaires*



Source : Enquête PCAF/CCI-BF, juillet 2018/ Notre construction

Au niveau sectoriel, cette situation économique morose a été ressentie respectivement par 54% des commerçants, 52% des industriels et 51% des chefs d'entreprises de service.

*Figure 6 : Climat des affaires par secteur d'activités*

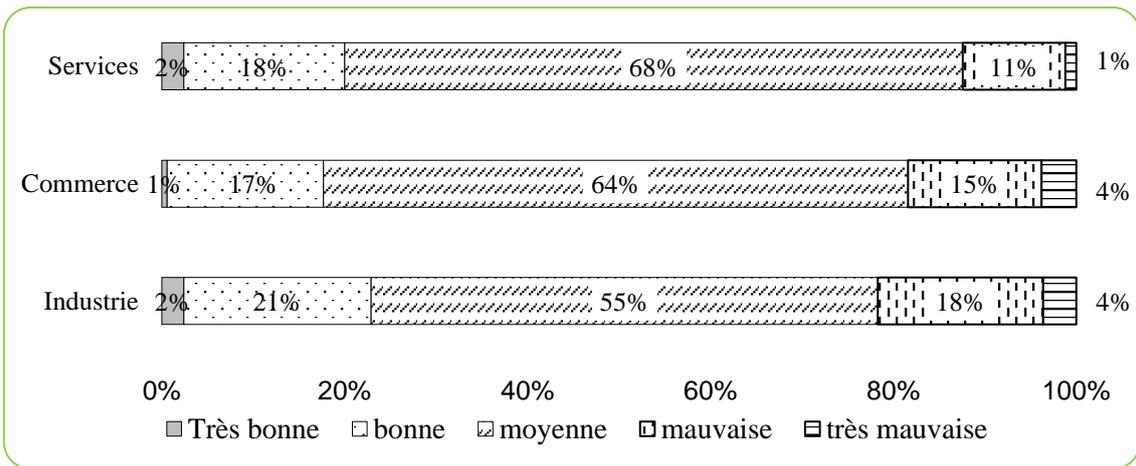


Source : Enquête PCAF/CCI-BF, juillet 2018/ Notre construction

Pour plus de 2/3 des chefs d'entreprises, le climat des affaires sera favorable au second semestre 2018.

Elle sera moyenne de l'avis de 68% des chefs d'entreprises de services, 64% de ceux du commerce et 55% des industriels.

*Figure 7 : Perspectives de la situation économique selon le secteur d'activité*



Source : Enquête PCAF/CCI-BF, juillet 2018/ Notre construction

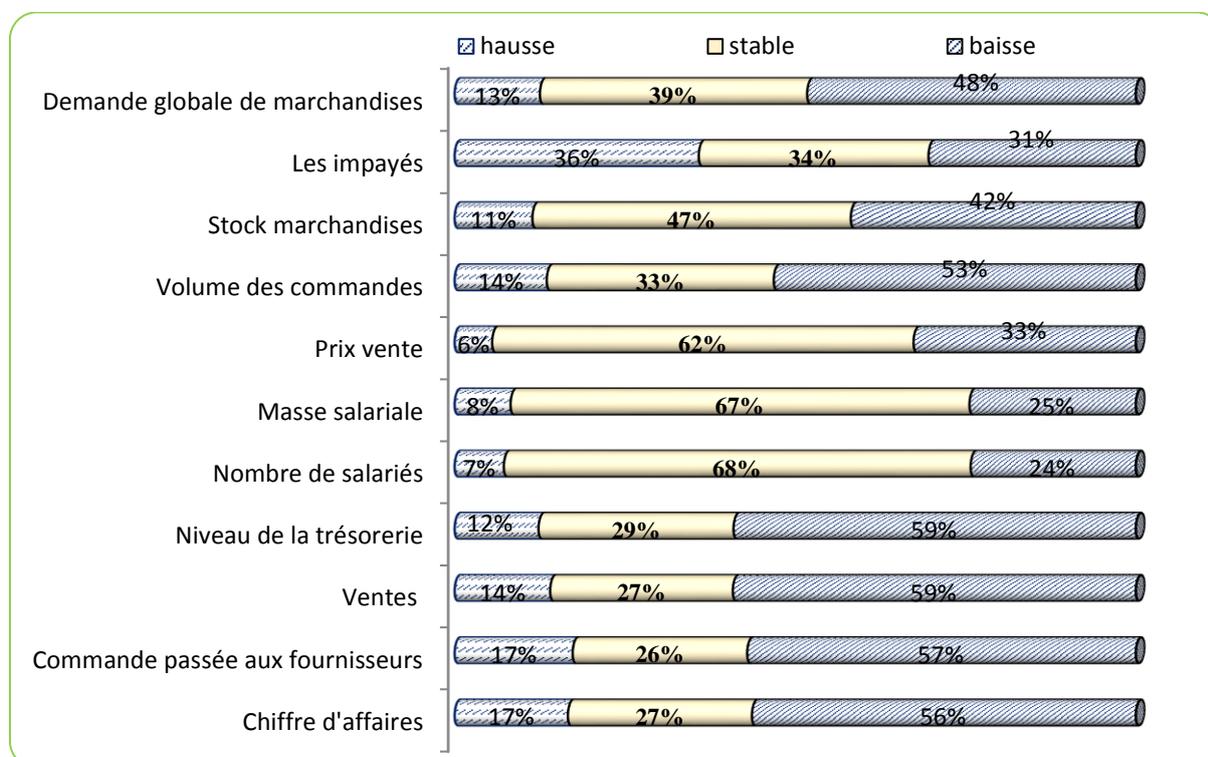
## IV. EVOLUTION SECTORIELLE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET PERSPECTIVES EN FIN 2018

### IV.1 Le secteur du commerce

#### IV1.1 Evolutions de quelques variables conjoncturelles

L'analyse de la dynamique de l'activité économique dans le secteur du commerce est riche de plusieurs enseignements. Sur un ensemble de 13 indicateurs, le constat général laisse voir que le niveau d'évolution des activités commerciales du premier semestre 2018 n'a pas été meilleur comparativement au dernier semestre 2017. En effet, seulement 13% des Commerçants ont vu leurs activités s'améliorer, 41% affirme que le niveau des activités est resté stable et 46% ont constaté une baisse des activités. Ce résultat moins appréciable s'explique essentiellement par l'évolution du chiffre d'affaire, des commandes passées aux fournisseurs, des ventes, de la trésorerie et les volumes des commandes. En effet, plus de 50% des acteurs affirment avoir connu une baisse de ces indicateurs comparativement au dernier semestre 2017. Quant aux prix de vente, ils sont restés stables de l'avis de 68% des acteurs. De même, le nombre de salarié et la masse salariale n'ont pas varié pour la majorité (68%) des commerçants.

*Figure 8 : Evolution de l'activité économique au premier semestre 2018*



*Source : Enquête PCAF/CCI-BF, juillet 2018/ Notre construction*

L'analyse de la situation dans les six (06) mois à venir présente un regain d'optimisme des opérateurs économique du secteur. En effet, le tableau ci-dessous laisse voir une bonne appréciation du niveau d'évolution global des activités au second semestre 2018 comparativement au premier semestre. Selon les données de l'enquête, 37% des opérateurs du sous-secteur commerce prévoient une amélioration de leurs activités, 48% affirme que le niveau des activités restera stable et seulement 20% s'attendent à une baisse de leurs activités. Cette assez bonne prévision des activités du secteur du commerce s'explique essentiellement par le chiffre d'affaire (48% des acteurs s'attendent à une hausse de leur chiffre d'affaires), les ventes (47%), les commandes passées aux fournisseurs (41%) et les volumes des commandes (40%). Quant au prix de vente et au niveau de stock des produits finis, ils resteront stables pour respectivement 69% et 48% des acteurs. De même, le nombre de salariés et la masse salariale ne varieront pas pour la majorité (79%) des entreprises du secteur. Seuls les impayés seront revus à la baisse sur les six prochains mois pour 57% des acteurs du secteur enquêté.

*Tableau 6 : Prévision de l'évolution de l'activité économique au second semestre 2018*

Indicateurs	hausse	stable	baisse
Chiffre d'affaires	48%	36%	16%
Commande passée aux fournisseurs	41%	39%	21%
Ventes	47%	33%	20%
Niveau de la trésorerie	36%	42%	22%
Nombre de salarié	10%	79%	11%
Masse salariale	10%	80%	10%
Prix vente	20%	69%	11%
Volume des commandes	40%	37%	23%
Stock marchandises	39%	44%	17%
Les impayés	13%	30%	57%
Demande globale de marchandises	44%	41%	15%

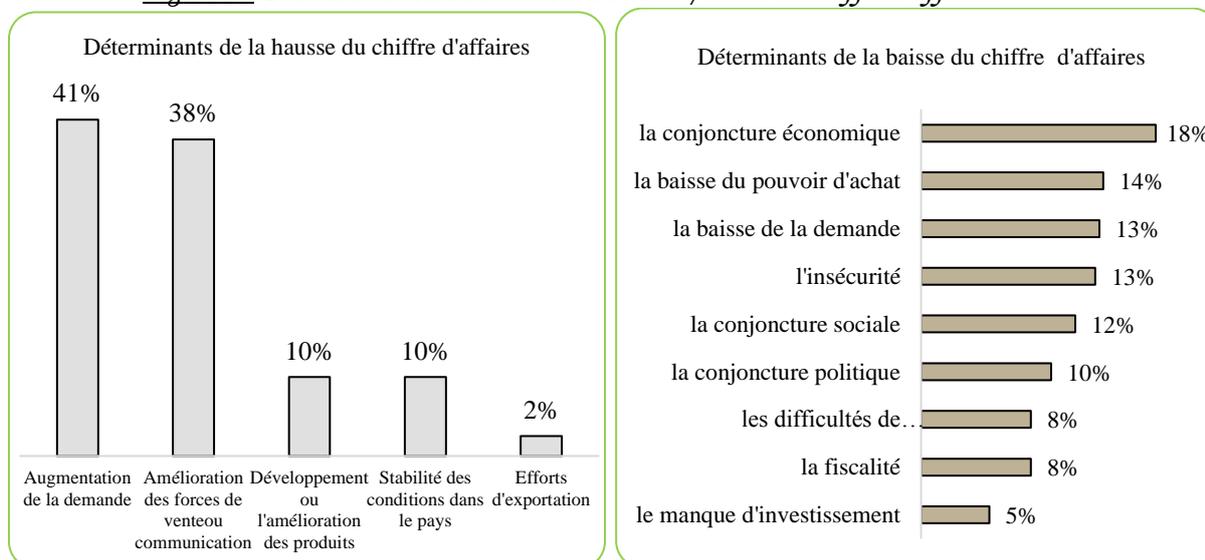
*Source : Enquête PCAF/CCI-BF, juillet 2018/ Notre construction*

Pour les opérateurs du secteur ayant connu une amélioration du chiffre d'affaires au premier semestre de 2018, 41% attribuent cette hausse à l'augmentation de la demande et 38% à l'amélioration de la force de vente ou à la communication. La stabilité des conditions sécuritaires dans le pays, l'amélioration de la qualité des produits et les efforts à l'exportation ont été déterminants dans l'amélioration du chiffre d'affaires chez très peu d'acteurs du secteur (moins de 10%).

En ce qui concerne les acteurs ayant noté une baisse du chiffre d'affaires au premier semestre, il ressort de leurs propos, que le premier facteur responsable de la baisse a été la conjoncture

économique défavorable constatée au cours du semestre de l'avis de 18% des acteurs. Ensuite vient la baisse du pouvoir d'achat (14%). La baisse de la demande et l'insécurité viennent en 3<sup>ème</sup> position comme facteur responsable de la dégradation des activités économiques constatée chez 13% des chefs d'entreprises.

*Figure 9 : Facteurs déterminants dans la hausse /baisse du chiffre d'affaires*



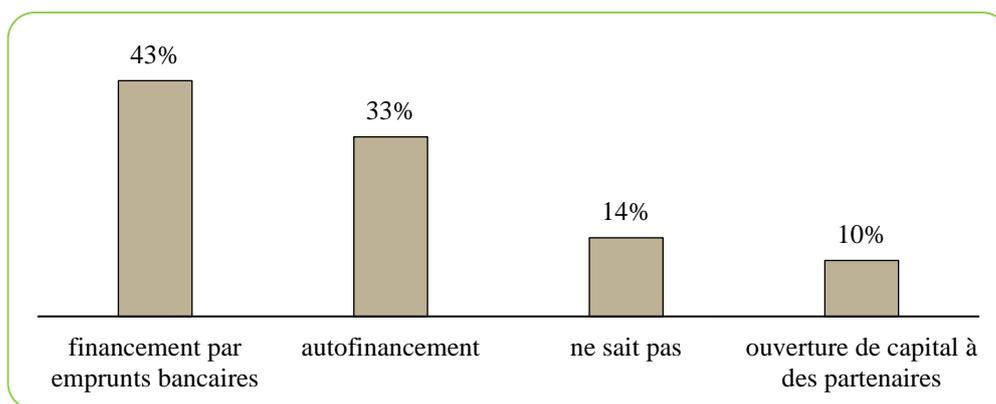
*Source : Enquête PCAF/CCI-BF, juillet 2018/ Notre construction*

#### IV.1.2 L'investissement

Les avis des opérateurs du secteur du commerce sont partagés quant à l'évolution de leurs investissements au cours du premier semestre 2018. En effet pour 40% des opérateurs, les investissements ont baissé alors que 48% estiment qu'ils ont stagné.

En revanche, 12% des commerçants affirment avoir augmenté le niveau de leur investissement au cours de la période. Ces investissements résultent pour 43% des cas d'un financement par emprunt bancaire et pour 33% d'un autofinancement.

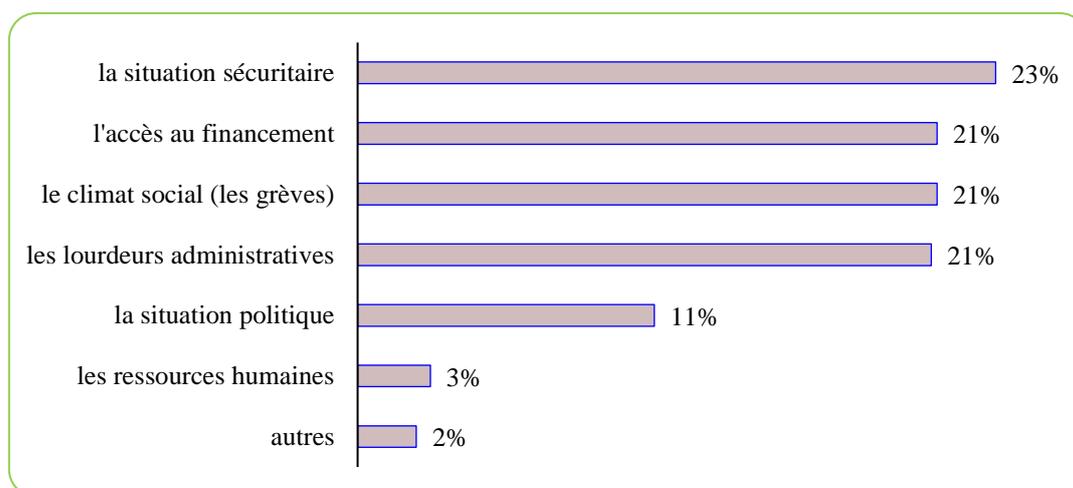
*Figure 10 : Financement des investissements*



*Source : Enquête PCAF/CCI-BF, juillet 2018/ Notre construction*

Pour financer leurs investissements, les chefs d'entreprises de commerce rencontrent d'énormes difficultés. Ces obstacles sont pour la plus part liés à la situation sécuritaire du pays pas très rassurante (23%). Quant au climat social (grèves), l'accès au financement et les lourdeurs administratives, ils viennent en seconde position de l'avis de 21% des acteurs. La situation politique et la question des ressources humaines sont moins perçues comme frein à l'investissement. Seulement 11% et 3% respectivement sont confrontés à ces difficultés.

*Figure 11 : Entraves à l'investissement*



*Source : Enquête PCAF/CCI-BF, juillet 2018/ Notre construction*

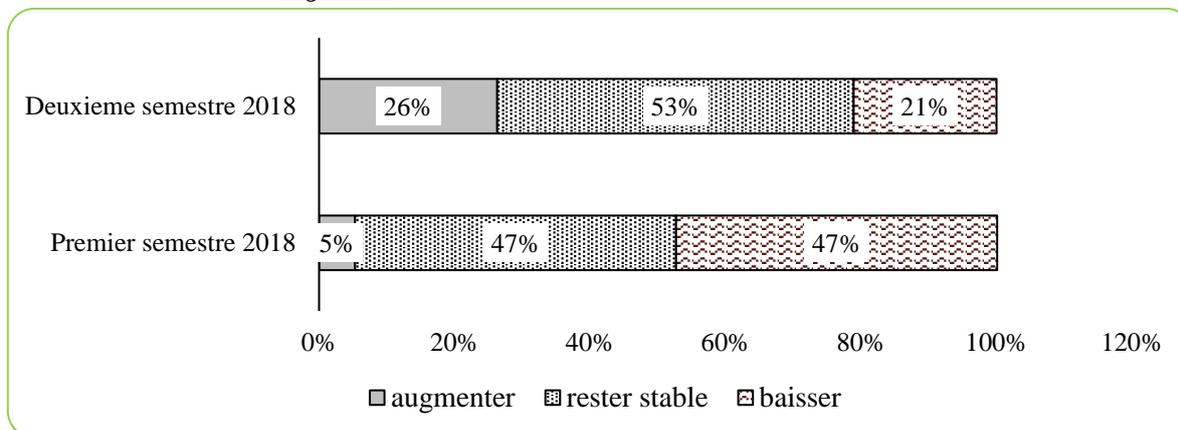
### IV.1.3 Les exportations

Environ 14% des entreprises de commerce ont exporté des matières premières ou des marchandises semi-transformées au cours du premier semestre de 2018. Ce chiffre est en hausse de 2 points par rapport à celui observé au second semestre 2017. Les produits exportés sont principalement à destination de la CEDEAO (29% des acteurs exportateurs), de l'UEMOA (29%), de l'Europe (21%) et de l'Asie (14%).

A l'instar du nombre d'exportateurs, le volume des produits exportés a enregistré une baisse de l'avis de 47% des commerçants au cours de la même période.

Toutefois, pour le second semestre de 2018, une stabilité des exportations est attendue selon 53% des commerçants exportateurs.

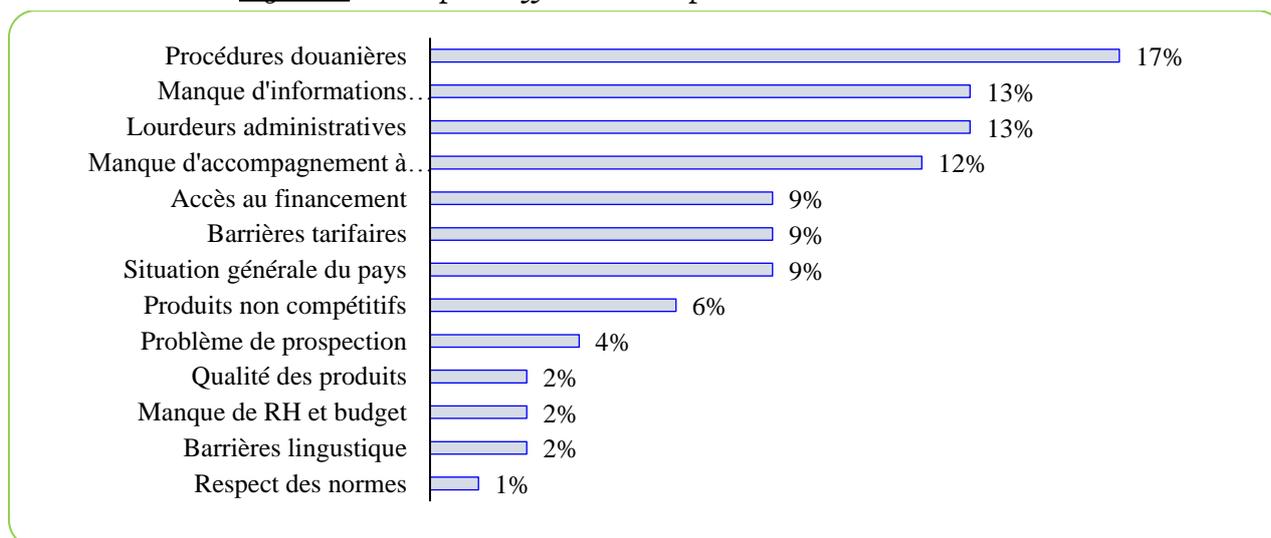
*Figure 12 : Entraves à l'investissement dans le commerce*



*Source : Enquête PCAF/CCI-BF, juillet 2018/ Notre construction*

Les principales contraintes auxquelles sont soumises les entreprises exportatrices sont prioritairement les procédures douanières (17% des entreprises), le manque d'informations commerciales 13%, la lourdeur administrative (13%) et le manque d'accompagnement à l'exportation 12%.

*Figure 13 : Principales difficultés à l'importation dans le commerce*

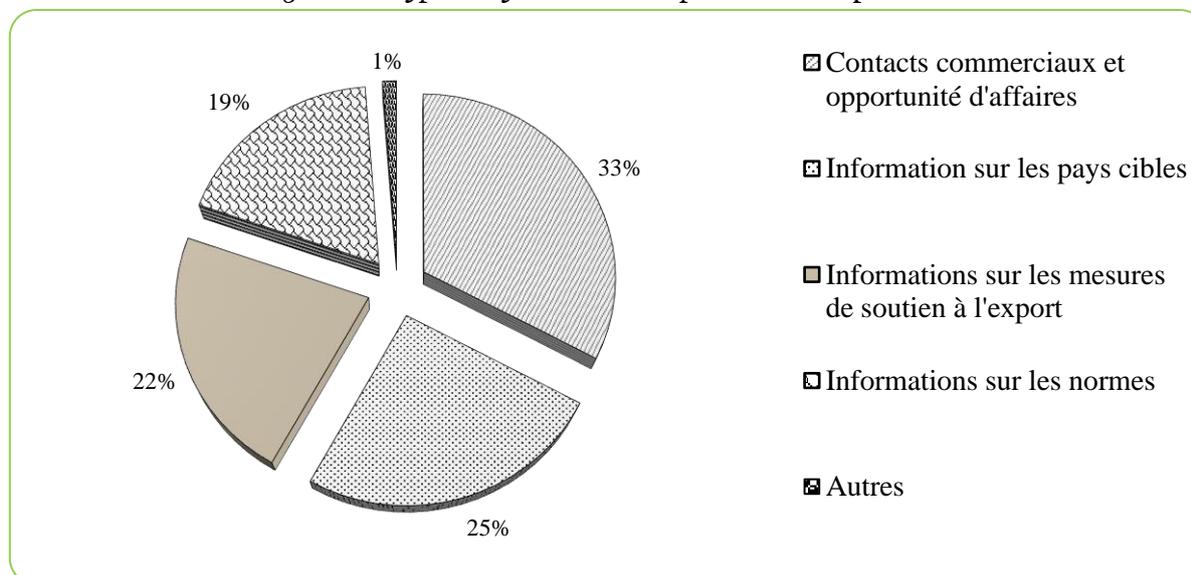


*Source : Enquête PCAF/CCI-BF, juillet 2018/ Notre construction*

En vue d'accroître leurs exportations, les acteurs du commerce estiment avoir besoin en premier lieu de contacts commerciaux (33% des entreprises), ensuite d'informations sur les pays cibles

(25%) et en troisième lieu d'informations sur les mesures et politiques d'accompagnement des exportations (22%). Les informations sur les normes en vigueur sont très peu observées avec 19% d'avis.

*Figure 14 : Types d'information indispensables à l'exportation*



*Source : Enquête PCAF/CCI-BF, juillet 2018/ Notre construction*

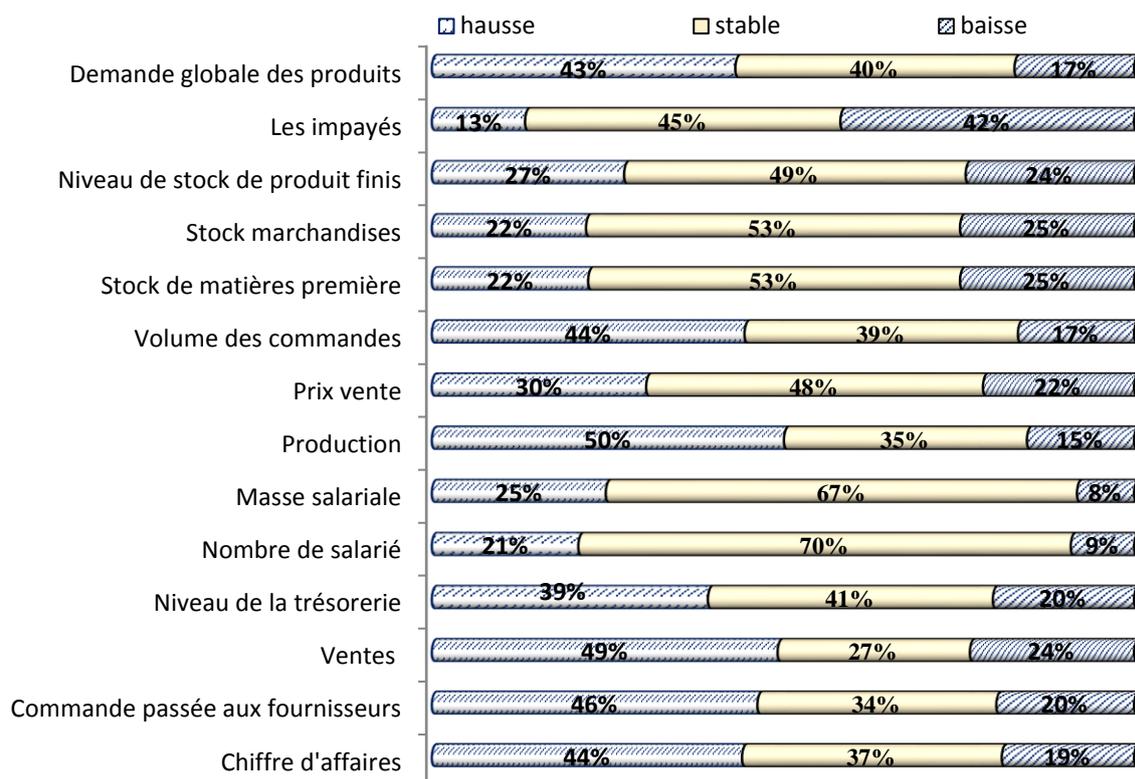
## IV.2 Le secteur de l'Industrie

### IV.2.1 Evolutions de quelques variables conjoncturelles

L'analyse de l'évolution de l'activité économique dans le secteur industriel au premier semestre 2018, présente une situation peu favorable. En effet, alors que l'activité est demeurée stable chez 39% des industriels, elle est ressortie en baisse pour 44% d'entre eux. Une analyse des autres variables (chiffres d'affaires, des commandes passées aux fournisseurs, des ventes, du niveau de trésorerie et de la production) laisse voir une appréciation globale à la baisse pour plus de la moitié des chefs d'entreprises.

Le nombre de salarié et la masse salariale sont restés stables chez plus de 50% d'entrepreneurs.

*Figure 15 : Evolution de l'activité économique au premier semestre 2018*



*Source : Enquête PCAF/CCI-BF, juillet 2018/ Notre construction*

En termes de projection pour les six prochains mois, les industriels prévoient une reprise de leurs activités avec une hausse du chiffre d'affaires (44% des avis des acteurs du secteur), de la commande passée (47%), des ventes (49%), de la production (50%) et une hausse du volume des commandes (44%). Le niveau de l'emploi et la masse salariale stagnera de l'avis de 60% des chefs d'entreprises interrogés.

*Tableau 7 : Evolution future de l'activité économique au second semestre 2018*

Indicateurs	hausse	stable	baisse
Chiffre d'affaires	44%	37%	19%
Commande passée aux fournisseurs	47%	34%	20%
Ventes	49%	27%	24%
Niveau de la trésorerie	39%	41%	20%
Nombre de salarié	21%	70%	9%
Masse salariale	25%	67%	8%
Production	50%	35%	15%
Prix vente	30%	48%	22%
Volume des commandes	44%	39%	17%
Stock de matières premières	22%	53%	25%

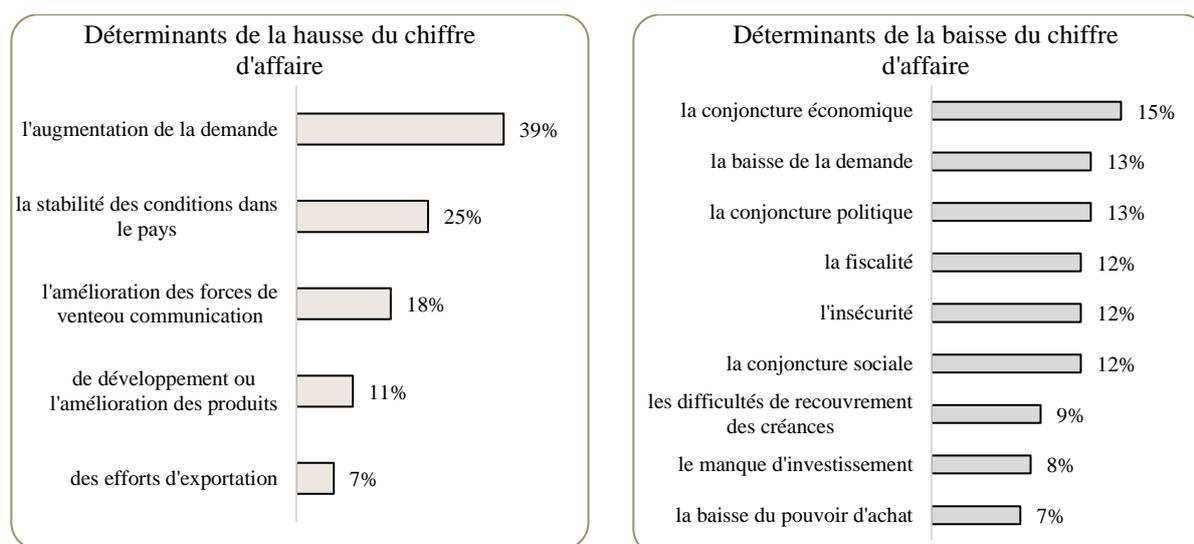
Indicateurs	hausse	stable	baisse
Stock marchandises	22%	53%	25%
Niveau de stock de produit finis	27%	49%	24%
Les impayés	13%	44%	42%
Demande globale des services	43%	40%	17%

*Source : Enquête PCAF/CCI-BF, juillet 2018/ Notre construction*

Pour les industriels ayant obtenu une amélioration du niveau de leur chiffre d'affaires au premier semestre 2018, 39% estiment que cette situation résulte principalement d'une augmentation de la demande. L'amélioration des conditions sécuritaires du pays et l'augmentation des forces de vente ou de communication expliqueraient aussi cette hausse du chiffre d'affaires chez 25 % et 18% des acteurs respectifs. L'amélioration de la qualité des produits et les efforts d'exportations ont permis respectivement à 11% et 7% de ces acteurs d'accroître leur chiffre d'affaires.

Quant aux principales contraintes du secteur ayant entraîné la baisse du chiffre d'affaires, les chefs d'entreprises évoquent en priorité la conjoncture économique actuelle (15% des avis des opérateurs). 13% estime que la situation résulterait de la conjoncture politiques et de la baisse de la demande et 12% relativement à la conjoncture sociale, l'insécurité et la fiscalité. Les difficultés de recouvrement des créances (9%), le manque d'investissement (8%) et la baisse du pouvoir d'achat (7%) sont des difficultés rencontrées par une proportion infime de chefs d'entreprises au cours du semestre passé.

*Figure 16 : Facteurs déterminants dans la hausse/baisse du chiffre d'affaires*



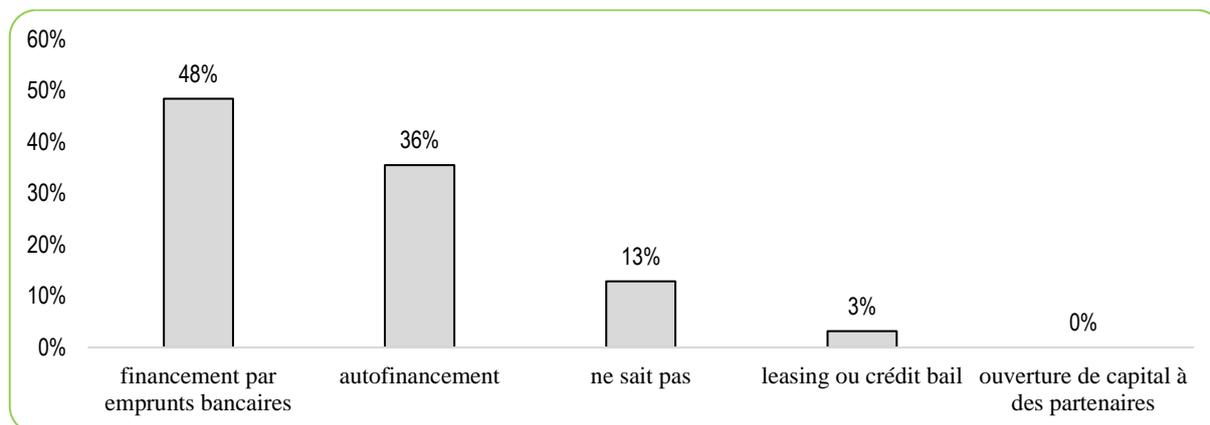
*Source : Enquête PCAF/CCI-BF, juillet 2018/ Notre construction*

### IV.2.2 L'investissement

Les investissements dans le secteur industriel ont stagné au cours du premier semestre 2018 de l'avis de 44% des chefs d'entreprises du secteur et baissé pour 35% d'entre eux.

Les principales sources de financement dans ledit secteur sont l'emprunt bancaire (48%) et l'autofinancement (36%).

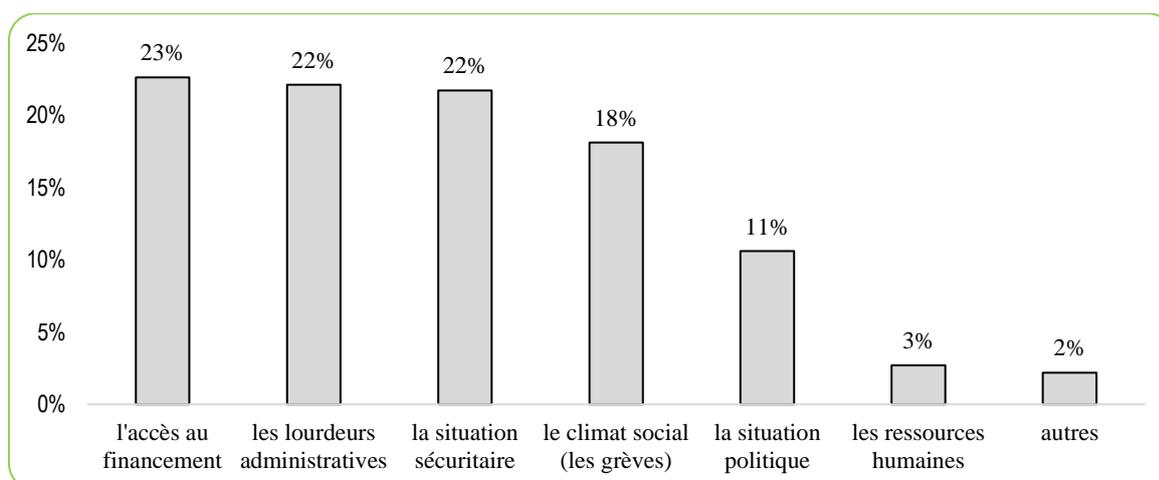
*Figure 17 : Source de financement des investissements*



*Source : Enquête PCAF/CCI-BF, juillet 2018/ Notre construction*

Les principales entraves aux investissements industriels sont en premier lieu les difficultés d'accès au financement (23%) suivi des lourdeurs administratives et la situation sécuritaire (22%). La conjoncture politico socio-économique (grèves, insécurité, instabilité politique) sont des entraves à l'investissement pour près de 18% des industriels.

*Figure 18 : Freins aux investissements*



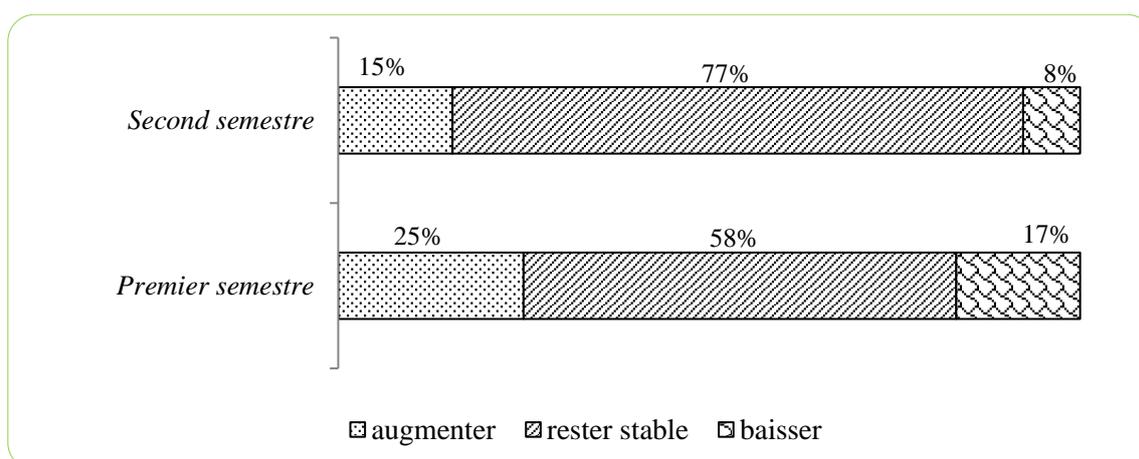
*Source : Enquête PCAF/CCI-BF, juillet 2018/ Notre construction*

### IV.2.3 Les exportations

15% des Industriels ont exporté leur production au cours du premier semestre 2018. Les exportations sont orientées vers les pays de la sous-région, à savoir 47% vers les pays de l'UEMOA et 35% vers les autres pays de la CEDEAO.

En ce qui concerne le volume des produits exporté, il est ressorti stable par rapport au second semestre 2017. Au second semestre 2018, le volume des exportations restera stable dans les mêmes proportions (77%).

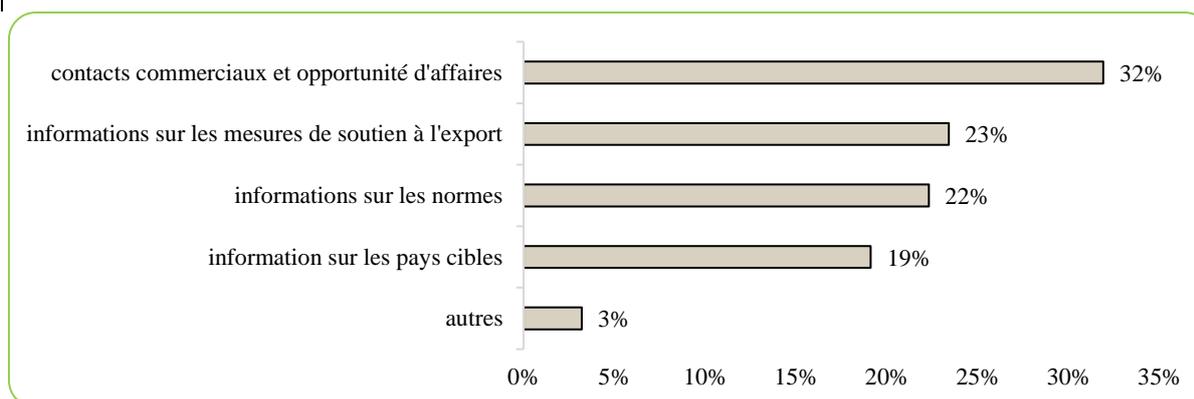
*Figure 19 : Evolution des exportations en 2018*



*Source : Enquête PCAF/CCI-BF, juillet 2018/ Notre construction*

En matière d'exportation, les opérateurs économiques estiment surtout que l'obtention de contacts commerciaux et d'informations sur les opportunités d'affaires pourraient leur faciliter les exportations de leurs productions. Outre les contacts commerciaux, l'obtention d'informations sur les mesures de soutien à l'export ainsi que sur les normes, amélioreraient, de l'avis des opérateurs, l'écoulement de leur production à l'extérieur des frontières nationales. En effet, les informations les plus usitées sont celles portant sur les contacts commerciaux et opportunités d'affaires (32%), sur les mesures de soutien à l'export (23%), les normes (22%).

*Figure 20 : Besoins en informations sur les exportations*



Source : Enquête PCAF/CCI-BF, juillet 2018/ Notre construction

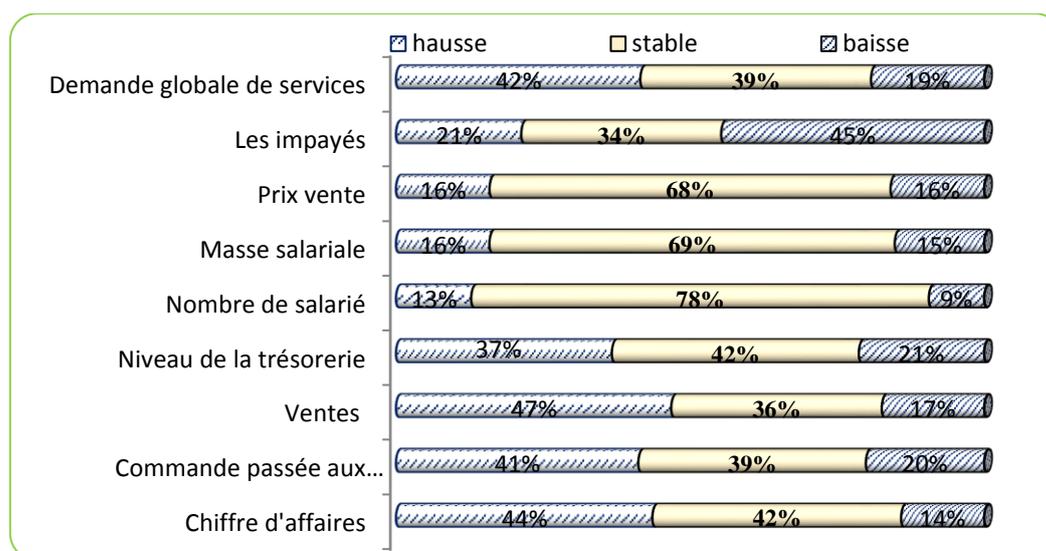
### IV.3 Le secteur des services

#### IV.3.1 Evolutions de quelques variables conjoncturelles

Le secteur des services comprend les services financiers (banques et établissements financiers) et les services non financiers fournis par les agences de communication, les cabinets d'études techniques, les entreprises de transports et de transit et les autres structures privés offrant des services autres marchands non cités précédemment.

Au premier semestre 2018, plus de 40% les entreprises offrant des services non financiers ont constaté une hausse de leur chiffre d'affaires, de leurs ventes et de la demande globale de leurs services. Par contre, les prix de vente des services (68% d'avis), le nombre de salarié (78% d'avis) et la masse salariale (69% d'avis) ont stagné au cours de la période

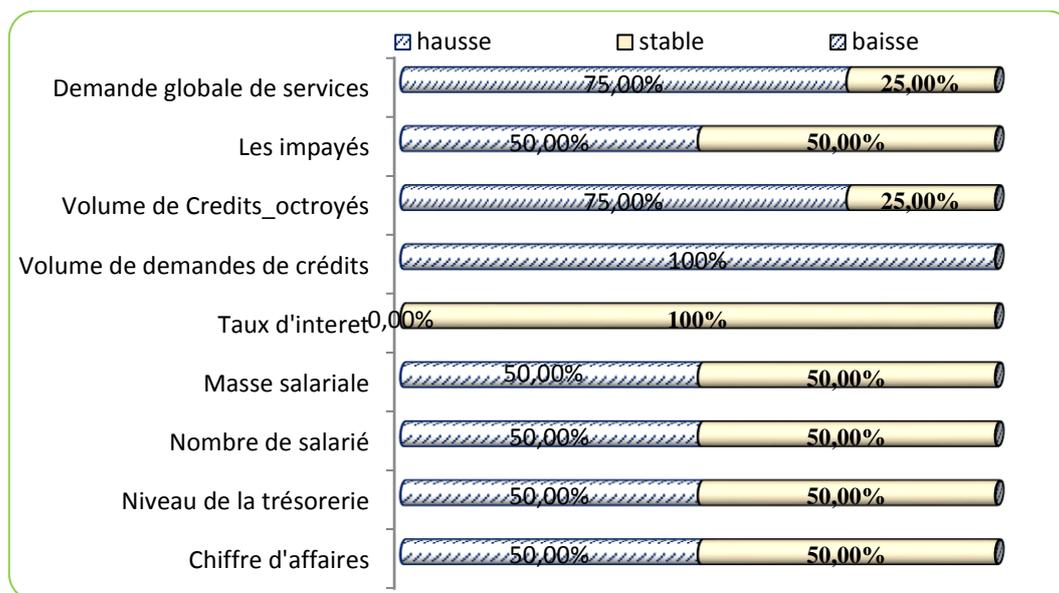
Figure 21 : Evolution de l'activité économique (services non financiers) au premier semestre



Source : Enquête PCAF/CCI-BF, juillet 2018/ Notre construction

Au niveau des banques et établissements financiers, l'on note que le volume des demandes de crédits a évolué à la hausse au cours du premier semestre de l'avis de tous les chefs d'entreprises du secteur. En outre, la demande globale de services financiers et le volume de crédits octroyés ont connu une hausse selon l'opinion de 75% des chefs d'entreprises. Quant au taux d'intérêt bancaire, les financiers estiment qu'il est resté stable tout au long de la période.

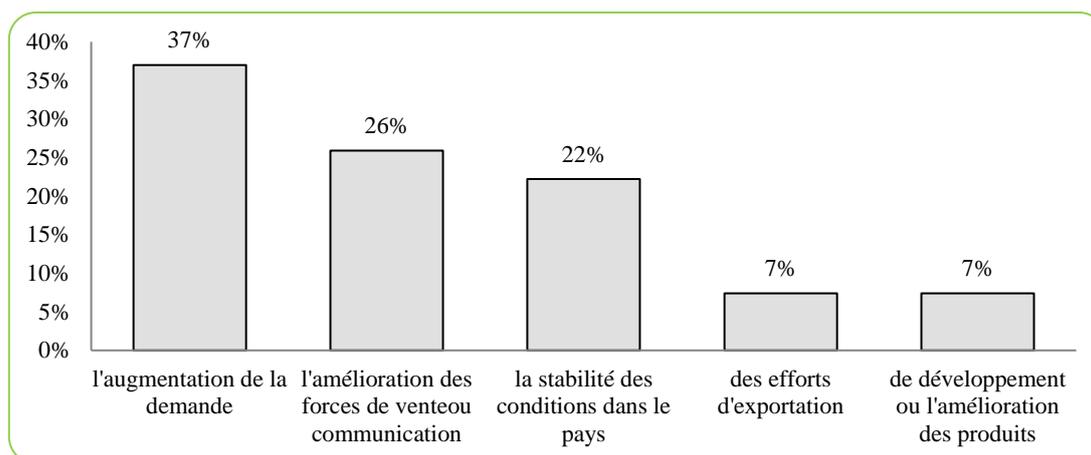
*Figure 22 : Evolution de l'activité économique (services financiers) au premier semestre*



*Source : Enquête PCAF/CCI-BF, juillet 2018/ Notre construction*

Pour les entreprises de services ayant enregistré une hausse du chiffre d'affaires, ce résultat s'explique notamment par une augmentation de la demande (37% des acteurs) suivie de l'amélioration des forces de vente ou de communication (26%) et de la stabilité des conditions dans le pays (22%).

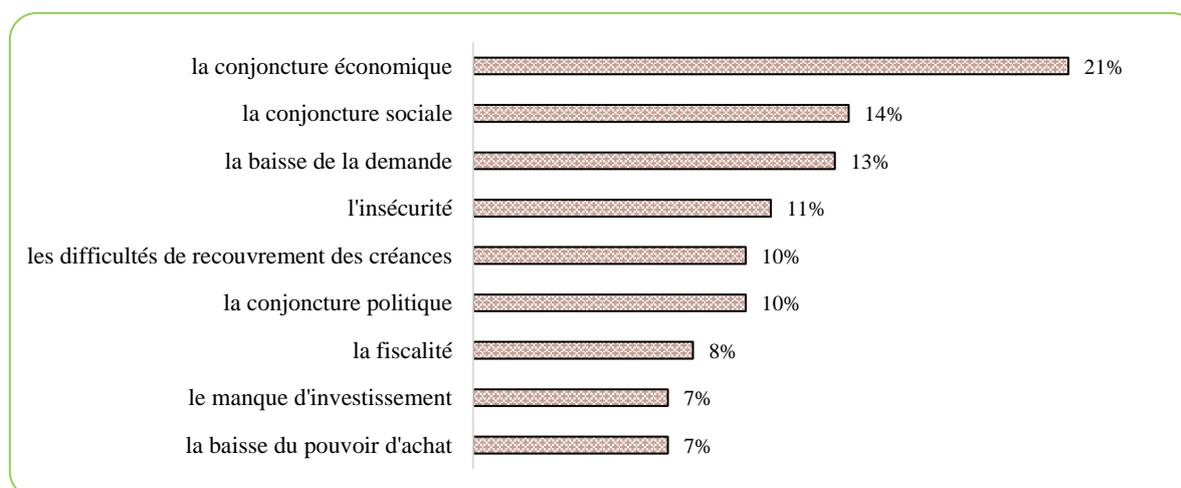
*Figure 23 : Facteurs déterminants si hausse du chiffre d'affaires*



*Source : Enquête PCAF/CCI-BF, juillet 2018/ Notre construction*

Selon les opérateurs économiques pour qui le chiffre d'affaires a connu un recul au premier semestre 2018 comparativement au dernier semestre 2017, cette baisse s'explique essentiellement par la conjoncture économique de l'avis de 21%. La conjoncture sociale ainsi que la baisse de la demande sont, pour respectivement 14% et 13% des opérateurs, responsables du recul du chiffre d'affaires.

*Figure 24 : Facteurs déterminants si baisse du chiffre d'affaires*



*Source : Enquête PCAF/CCI-BF, juillet 2018/ Notre construction*

Pour le second semestre 2018, les chefs d'entreprises de services (non financiers) espèrent une hausse de leur chiffre d'affaire (44% d'avis) et de leurs prestations (47%). En revanche, ils ne prévoient pas modifier leur effectif salarié avant l'année 2019. Ces entreprises espèrent (43%) une baisse des impayés traduisant ainsi une amélioration des versements de leurs créances de la part de leurs clients.

Au niveau des banques et institutions financières, les principales variables conjoncturelles conserveront la même tendance jusqu'en fin d'année que celle observée au premier semestre.

*Tableau 8 : Evolution de l'activité économique des entreprises de services non financiers au second semestre 2018*

Indicateurs	hausse	stable	baisse	Total
Chiffre d'affaires	44%	43%	14%	100%
Ventes	47%	36%	17%	100%
Niveau de trésorerie	37%	42%	21%	100%
Prix de vente des services	16%	69%	16%	100%
Demande globale de services	43%	39%	19%	100%
Nombre de salariés	14%	77%	9%	100%
Impayés	22%	35%	43%	100%

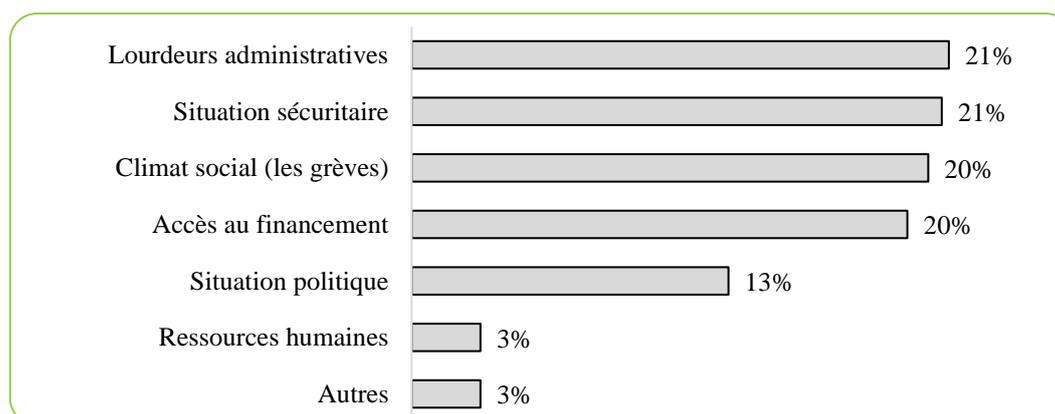
*Source : Enquête PCAF/CCI-BF, juillet 2018/ Notre construction*

#### IV.3.2 L'investissement

Pour 50% des chefs d'entreprises de services, le niveau de l'investissement est resté stable au cours du premier semestre 2018 et L'autofinancement (40%) et les prêts bancaires demeurent les principales sources d'investissement dans le secteur.

Les principales entraves à l'investissement dans le secteur des services sont les lourdeurs administratives et l'insécurité (21%), les grèves et les difficultés d'accès au financement (20%).

*Figure 25 : Entraves à l'investissement*



*Source : Enquête PCAF/CCI-BF 2018 / Notre construction*

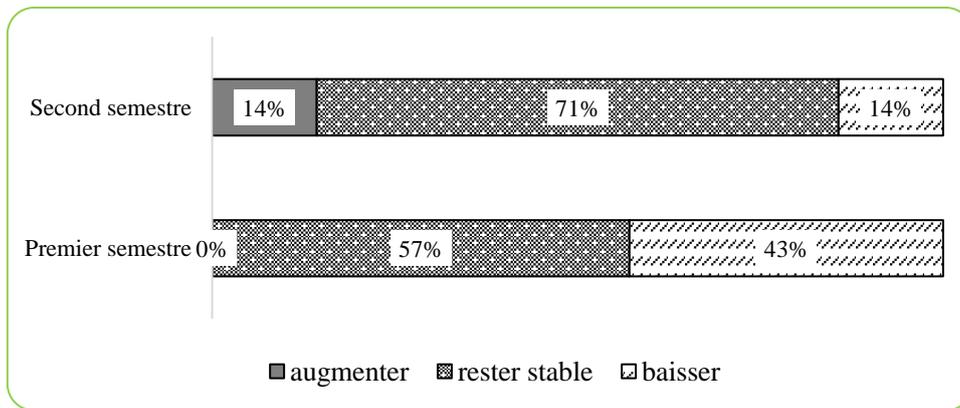
#### IV.3.3 Les exportations

Seulement 4,2% des entreprises de services ont exporté leurs prestations au cours du premier semestre de 2018. Ces services ont été vendus essentiellement dans l'espace UEMOA (avis de 37% des prestataires) et dans l'espace CEDEAO (37%).

Au cours du premier semestre 2018, les exportations de services ont été perçues stables pour 57% des chefs d'entreprises et en baisse pour 43%.

Pour le second semestre 2018, le niveau des exportations stagnerait. Seulement 14% des chefs d'entreprises espèrent une hausse de leurs prestations à l'étranger au cours des six prochains mois.

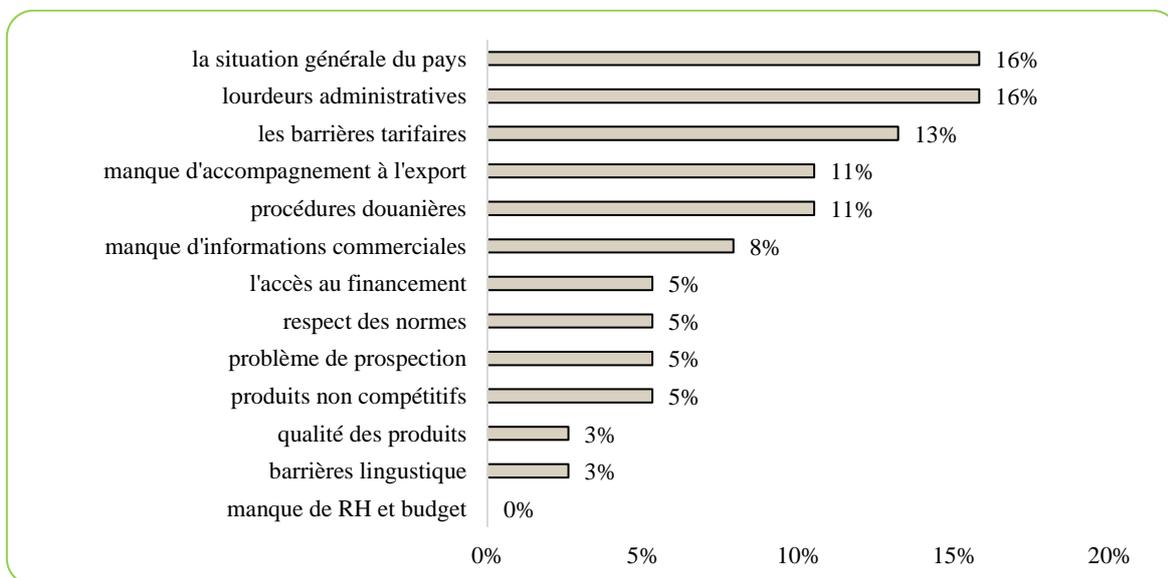
*Figure 26 : Evolution des exportations des services non financiers*



*Source : Enquête PCAF/CCI-BF 2018/ Notre construction*

L'exportation de services se heurte à des contraintes liées principalement à la situation générale du pays et aux lourdeurs administratives (16 % des avis), aux barrières tarifaires (13%), aux procédures douanières et aux manques d'accompagnement à l'exportation (11%)

*Figure 27 : Principales contraintes*



*Source : Enquête PCAF/CCI-BF 2018 / Notre construction*

## V. ENVIRONNEMENT GENERAL DES AFFAIRES ET COMPETITIVITE DES ENTREPRISES

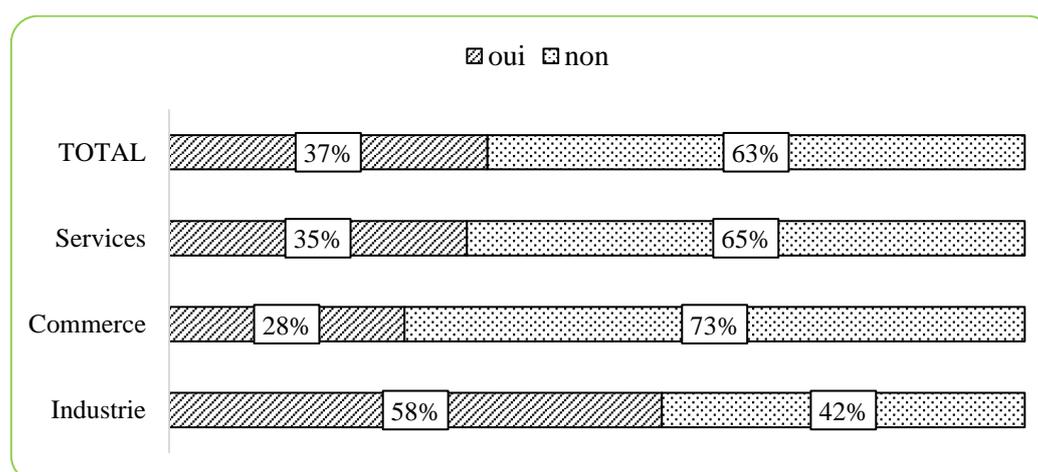
### V.1 Les marchés publics

Selon le dernier rapport de l'Autorité de régulation de la commande publique (ARCOP), le nombre de marchés passés en 2016 était de 336 soit 33% de marchés en moins par rapport à l'année 2015. En 2017, plus de 400<sup>1</sup> appels d'offres de marchés publics étaient prévues dans l'exécution du budget 2017.

Interrogées sur leur participation aux marchés publics, 37% des chefs d'entreprises affirment avoir postulé à un marché public au cours du premier semestre 2018.

Suivant le secteur d'activité, elles sont respectivement 58%, 35% et 28% les entreprises Industrielles, de Services et de Commerce à prendre part aux marchés publics de l'Etat.

*Figure 28: Répartition des entreprises ayant déjà pris part à un appel d'offre*

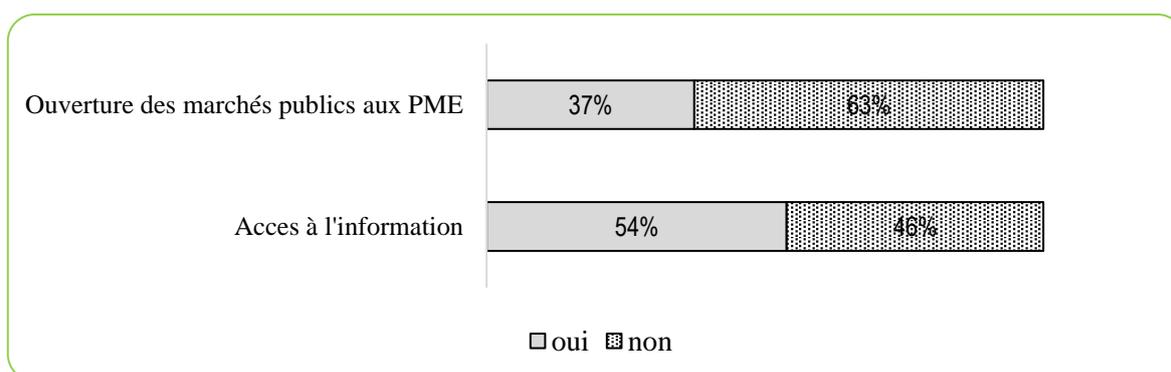


*Source : Enquête PCAF/CCI-BF juillet 2018 / Notre construction*

Pour 54% des entreprises, l'information sur les marchés publics est disponible et accessible. Toutefois, 37% des entreprises estiment que les conditions d'accessibilité (l'expérience, les conditions financières) limitent la participation des PME aux marchés publics.

*Figure 29: Accessibilité aux marchés publics*

<sup>1</sup> Données du Système d'Information des Marchés Publics du Burkina.



Source : Enquête PCAF/CCI-BF juillet 2018 / Notre construction

## V.2. Qualité des services publics

La qualité des institutions influe sur l'attraction des IDE et partant sur le secteur privé en général. La qualité des prestations publiques a été jugée moyenne par plus de 58% des opérateurs économiques. 20% trouvent qu'elle est bonne et 22% pensent qu'elle est mauvaise. De façon détaillée, il est à noter que les services des impôts et de la sécurité (gendarmerie, police...) ont enregistré les scores d'insatisfaction les plus élevés (40% et 36% respectivement) témoignant ainsi de la forte attente des opérateurs économiques quant à la mise en œuvre de réformes pour l'amélioration de la qualité des prestations de ces structures publiques. Quant aux autres services à savoir la Justice, la douane, le Domaine, le Trésor Public, la CNSS, l'Inspection du travail, le Tribunal du commerce et la direction générale du contrôle économique et de la répression des fraudes, ils sont jugés moyens par plus de la moitié des opérateurs.

Tableau 9 : Appréciation de la qualité des services publics

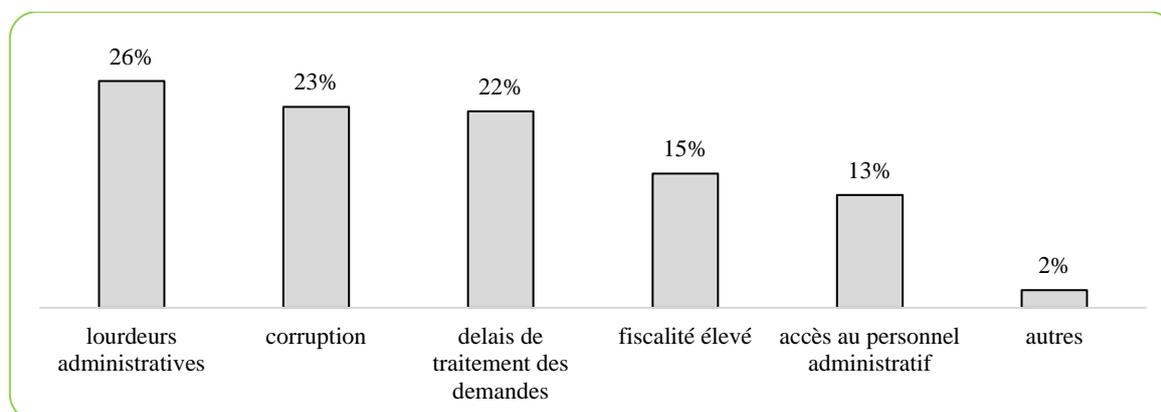
	Bonne	Moyenne	Mauvaise
Justice	16%	60%	24%
Douane	10%	61%	29%
Impôts	11%	49%	40%
Domaine	10%	65%	25%
Trésor Public	12%	63%	25%
CNSS	41%	54%	6%
Inspection du travail	28%	66%	5%
Tribunal de commerce	30%	64%	6%
Service de sécurité	23%	40%	36%
Contrôle économique (DGCERF)	14%	67%	19%
Ensemble	20%	58%	22%

Source : Enquête PCAF/CCI-BF juillet 2018 / Notre construction

Pour les services publics dont la prestation est jugée mauvaise, les chefs d'entreprises affirment rencontrés des difficultés liées principalement à la lourdeur administrative (26% des avis), à la

corruption (23%) et au délai de traitement des demandes (22%). Le niveau élevé de la fiscalité et l'accès aux personnels administratifs sont d'autres difficultés qui entravent la qualité des services publics selon les appréciations respectives de 15% et 13% des opérateurs économiques.

*Figure 30 : les causes de votre appréciation:*

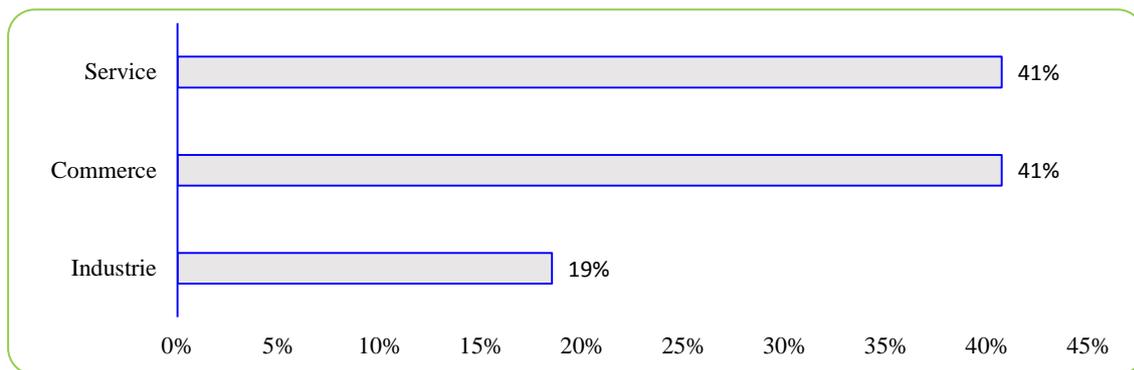


*Source : Enquête PCAF/CCI-BF juillet 2018 / Notre construction*

### V.3 Environnement judiciaire et législation du travail

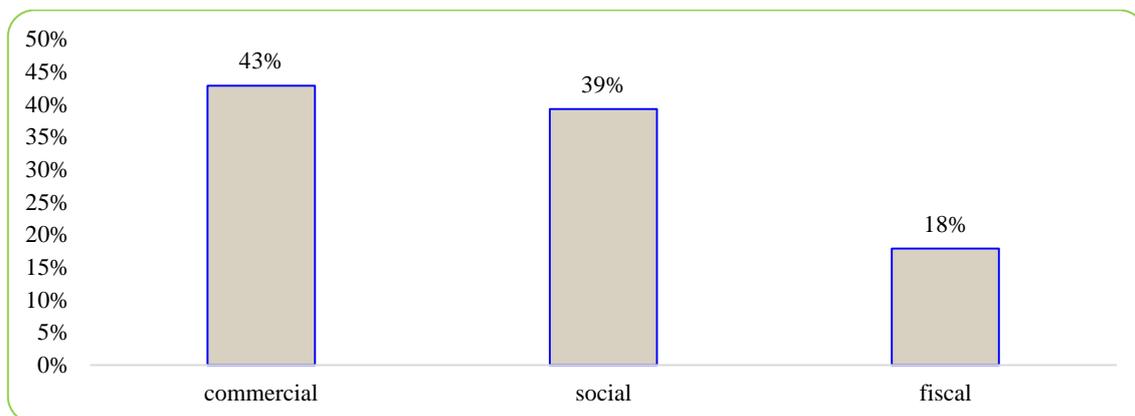
La révision du code des investissements, la nouvelle loi des finances 2018 et la révision du code de travail entamé en septembre 2017, devraient permettre de mieux régir d'une part l'environnement des entreprises et d'autres parts la qualité de l'emploi au premier semestre 2018.

Interrogés sur leur rapport avec la justice, il est ressorti que 7% des chefs d'entreprises enquêtés ont eu un contentieux au cours du premier semestre de 2018 dont 19% d'industriels. Les contentieux ont impliqué majoritairement des prestataires de services et des entreprises de commerce (41% des avis). Les industriels représentent 19% des entreprises ayant connu des contentieux judiciaires.

*Figure 31 : Proportion des contentieux par secteur d'activités*

Source : *Enquête PCAF/CCI-BF juillet 2018 / Notre construction*

Les contentieux rencontrés par les chefs d'entreprises sont principalement de nature commerciale (43%), d'ordre social (39%) et fiscal (18%).

*Figure 32 : Nature des contentieux*

Source : *Enquête PCAF/CCI-BF juillet 2018 / Notre construction*

Les délais de règlement des contentieux sont diversement appréciés par les chefs d'entreprises. En effet, 63% des chefs d'entreprises ayant eu un contentieux judiciaire eux estiment que les délais de traitement sont longs.

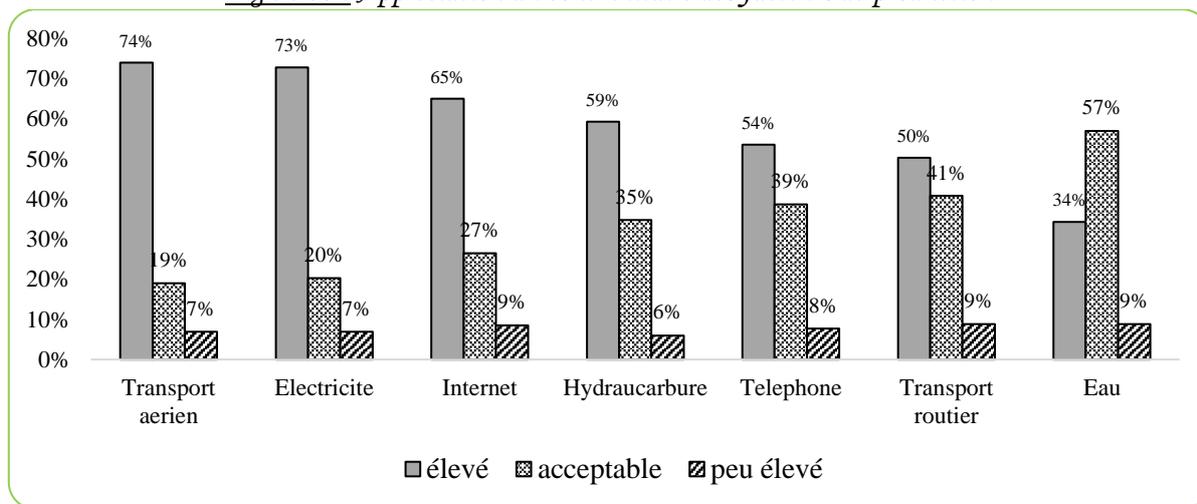
En outre, l'on note que 69% des chefs d'entreprises ont déclaré tous leurs employés à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS).

#### **V.4 Appréciation de l'accessibilité, du coût et de la distribution des facteurs de production**

Facteurs incontournables dans toute initiative entrepreneuriale, les coûts des facteurs de production tels que l'eau, l'électricité et les hydrocarbures sont diversement appréciés par les

chefs d'entreprises. Si le prix du mètre cube d'eau reste acceptable pour plus de la moitié (57%) des chefs d'entreprises, ce n'est pas le cas en ce qui concerne les coûts de l'électricité, du transport aérien, de l'internet et des hydrocarbures qui restent élevés de l'avis de la majorité des chefs d'entreprises. En effet 74% de ceux-ci estiment que le coût du transport aérien est élevé. Cette appréciation reste valable pour le coût du KWH d'électricité (73%), du mégaoctet de l'internet (65%). Malgré une baisse sensible des coûts des hydrocarbures depuis 2016, plus de la moitié des opérateurs (59%) trouvent qu'il demeure élevé.

*Figure 33 : Appréciation du coût unitaire des facteurs de production*



*Source : Enquête PCAF/CCI-BF 2018 / Notre construction*

Quant à la distribution de ces facteurs au cours du premier semestre, les chefs d'entreprises estiment qu'elle a été moyenne pour l'eau (59%), le téléphone (55%) et le réseau routier (65%) et mauvaise pour l'électricité (63%) et la connexion internet (53%).

*Tableau 10 : Appréciation de la distribution des facteurs de production*

	Bonne	Moyenne	Mauvaise
<b>Eau</b>	20%	59%	21%
<b>Electricité</b>	4%	33%	63%
<b>Téléphone</b>	11%	55%	35%
<b>Internet</b>	6%	42%	53%
<b>Réseau routier</b>	7%	65%	28%

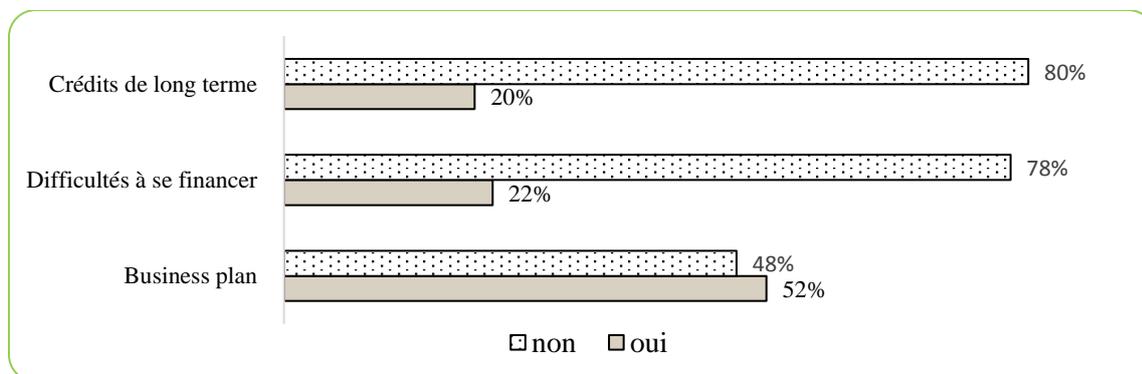
*Source : Enquête PCAF/CCI-BF 2018 / Notre construction*

## V.5 Financement de l'entreprise

De nos jours, bâtir un projet d'avenir, trouver des partenaires fiables pour accompagner ce projet, convaincre un bailleur de fonds de soutenir le projet ou encore bien gérer une entreprise nécessite à la base l'existence d'un plan d'affaire bien élaboré.

C'est ainsi que 52% des chefs d'entreprises interrogés affirment détenir un plan d'affaires. Cependant, moins d'un quart (20%) parviennent à bénéficier de crédits de long terme.

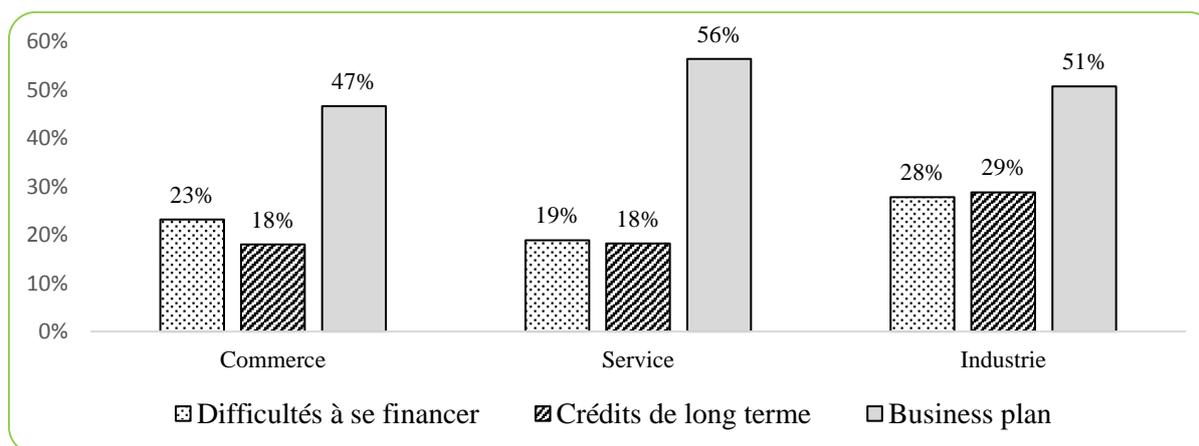
*Figure 34 : Financement des activités*



*Source : Enquête PCAF/CCI-BF 2018 / Notre construction*

Suivant les secteurs, ce sont les industriels qui éprouvent le plus de difficultés à se financer (28%), suivi du commerce (23%) et des prestataires de services (19%).

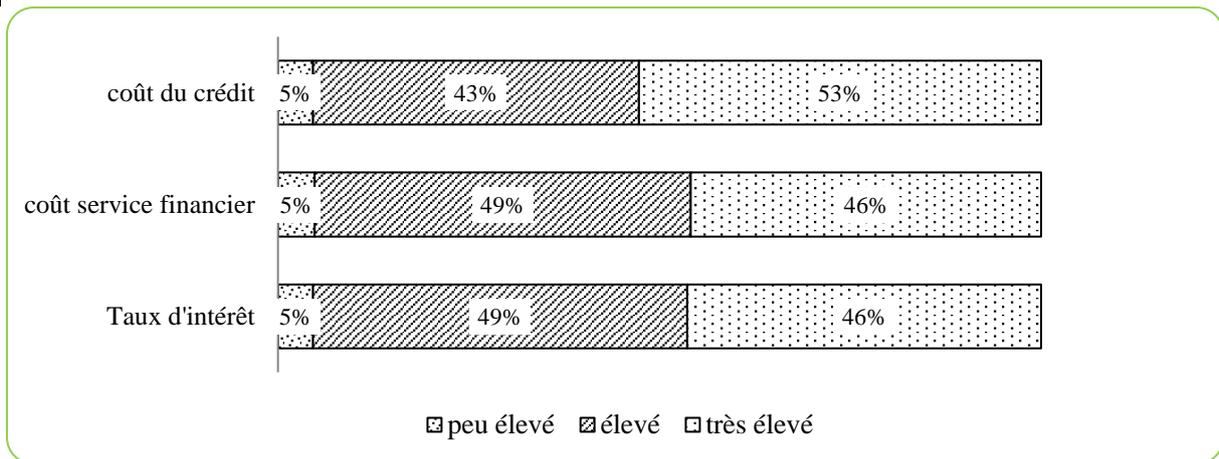
*Figure 35 : Financement des activités par secteur d'activités*



*Source : Enquête PCAF/CCI-BF 2018 / Notre construction*

En matière de financement des entreprises, le coût du crédit influence significativement la rentabilité des investissements. Pour la majorité des chefs d'entreprises qui font recours au financement bancaire, 53% estiment que le coût du crédit est très élevé tout comme le taux d'intérêt débiteur qui est perçu comme étant élevé. Dans l'ensemble, les coûts des services financiers sont jugés élevés ; seuls 5% des chefs d'entreprises estiment que les coûts des services sont abordables.

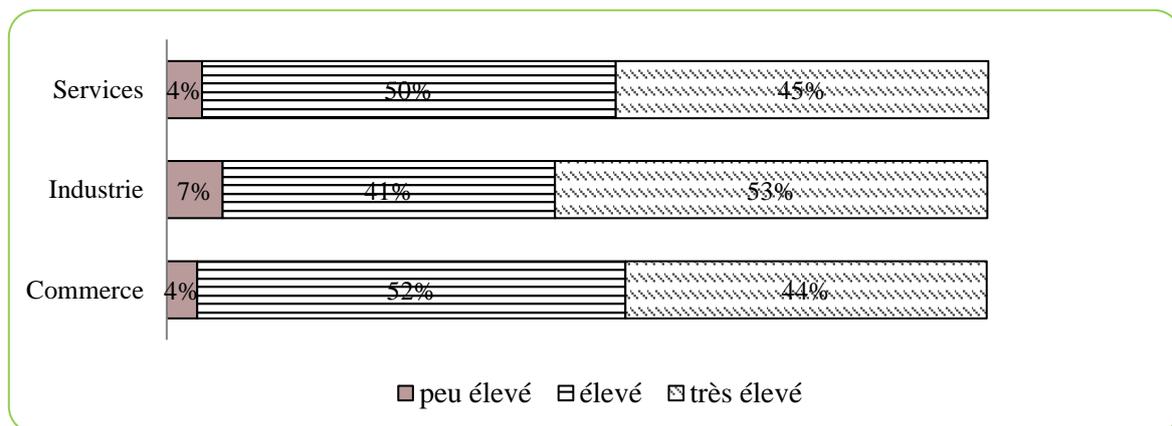
*Figure 36 : Appréciation des coûts de financements bancaires*



Source : Enquête PCAF/CCI-BF 2018 / Notre construction

Le taux d'intérêt débiteur appliqué par les banques ne serait pas favorable aux entreprises. En effet si les opérateurs intervenant dans les services (50% des avis) et le commerce (52%) estiment qu'il est élevé, les industriels (53%) trouvent que son niveau actuel est très élevé.

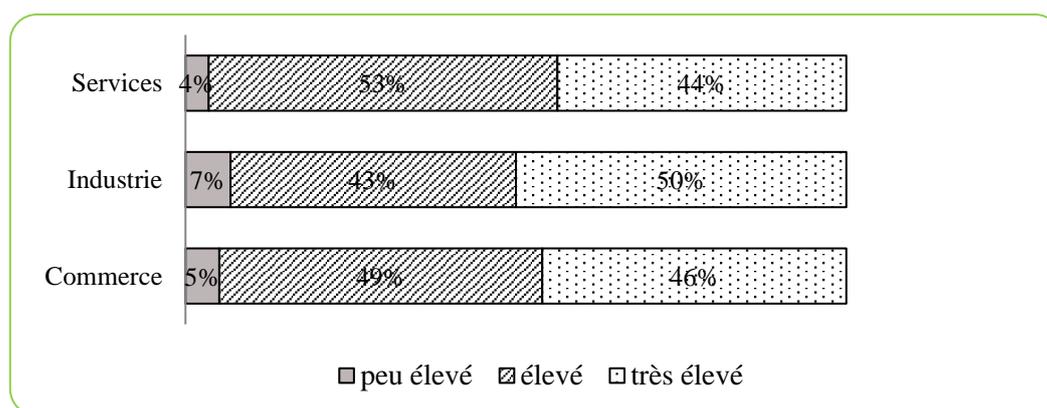
Figure 37 : Appréciation du taux d'intérêt débiteur par secteur d'activités



Source : Enquête PCAF/CCI-BF 2018 / Notre construction

L'appréciation du coût des services financiers est identique à celui du taux d'intérêt débiteur. En effet, le coût des services financiers est jugé élevé voire très élevé 50% des industriels, 53% des entreprises de services et 49% des entreprises de commerce.

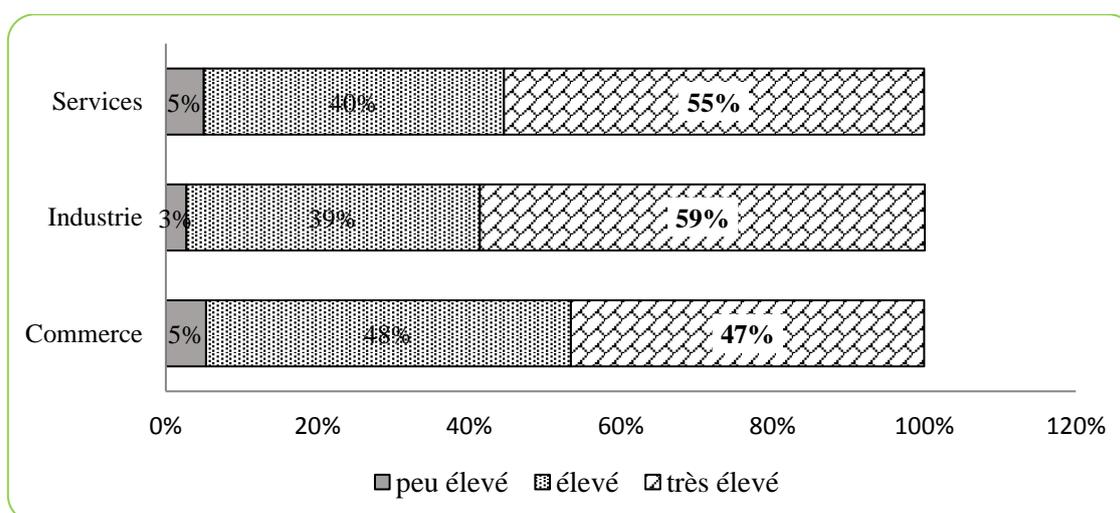
Figure 38 : Appréciation du coût des services financiers par secteur d'activités



Source : Enquête PCAF/CCI-BF 2018 / Notre construction

L'appréciation du coût du crédit semble être homogène suivant les trois secteurs. Si au niveau global plus de la moitié des opérateurs s'accordent sur le fait que le coût du crédit est très élevé, l'analyse sectorielle ne donne pas une disparité majeure dans l'appréciation de ce coût. En effet, ils sont respectivement 55%, 59% et 48% des chefs d'entreprises de Services, des Industriels et des Commerçants à trouver le coût de crédit très élevé.

Figure 39 : Appréciation du coût du crédit par secteur d'activités



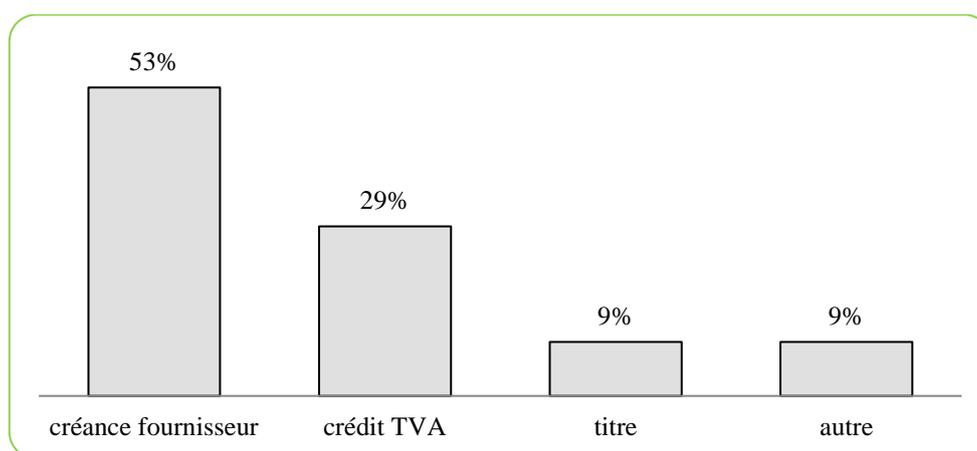
Source : Enquête PCAF/CCI-BF 2018/ Notre construction

## V.6 Dette intérieure

La dette intérieure représente l'ensemble des créances détenues par les agents économiques résidents, sur l'État. En effet, l'État dans son fonctionnement fait parfois appel à des opérateurs économiques résidents pour lui fournir des biens, des travaux et des services marchands. Il arrive cependant que le règlement de ces biens et services ne soit pas dans les délais fixés dans les contrats, d'où l'accumulation de la dette intérieure.

19% des entreprises enquêtées estiment avoir une dette intérieure. La nature de ces créances diffère d'une entreprise à l'autre. Les crédits fournisseurs occupent la première place car ils concernent un peu plus de la moitié (53%) des chefs d'entreprise. Ils sont suivis des crédits TVA avec 29% des chefs d'entreprises ; 9% des chefs d'entreprises détiennent des titres (Bons et obligations du trésor) et 9% détiennent d'autres types de créances tels que les loyers des locaux loués par l'Etat, la scolarité des élèves affectés par l'Etat, etc.

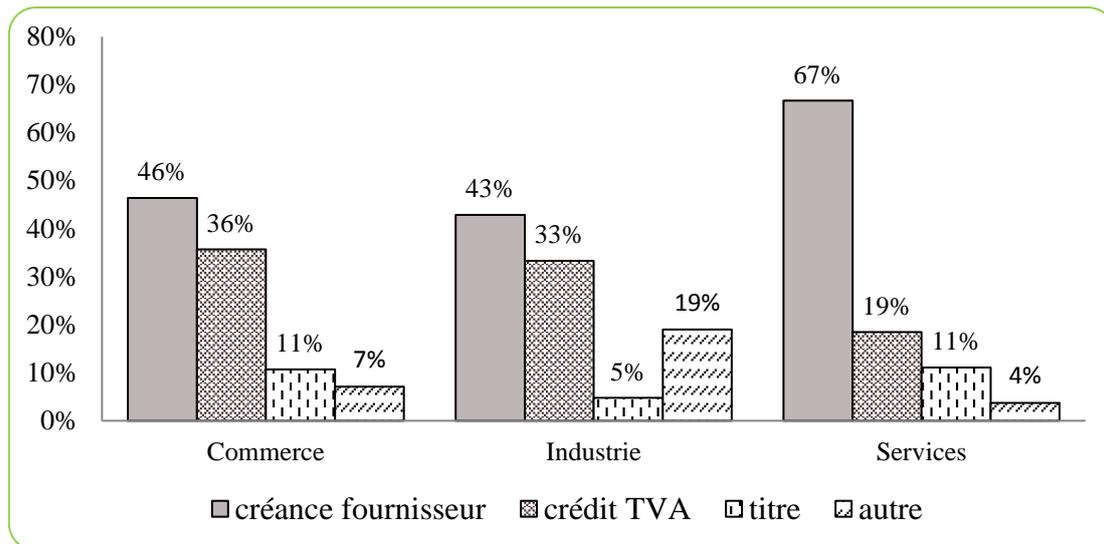
*Figure 40 : Nature des créances*



*Source : Enquête PCAF/CCI-BF 2018/ Notre construction*

L'analyse des créances détenues par les opérateurs sur l'Etat diffère d'un secteur à l'autre. Toutefois les créances les plus détenues demeurent les créances fournisseurs suivi du crédit TVA. Au niveau du commerce 46% affirment détenir des créances fournisseurs alors que ces proportions sont de 43% et de 67% respectivement pour l'industrie et les services. Si au niveau de l'industrie la détention de titres est plus faible (5%), cette proportion dépasse 10% au niveau des autres secteurs.

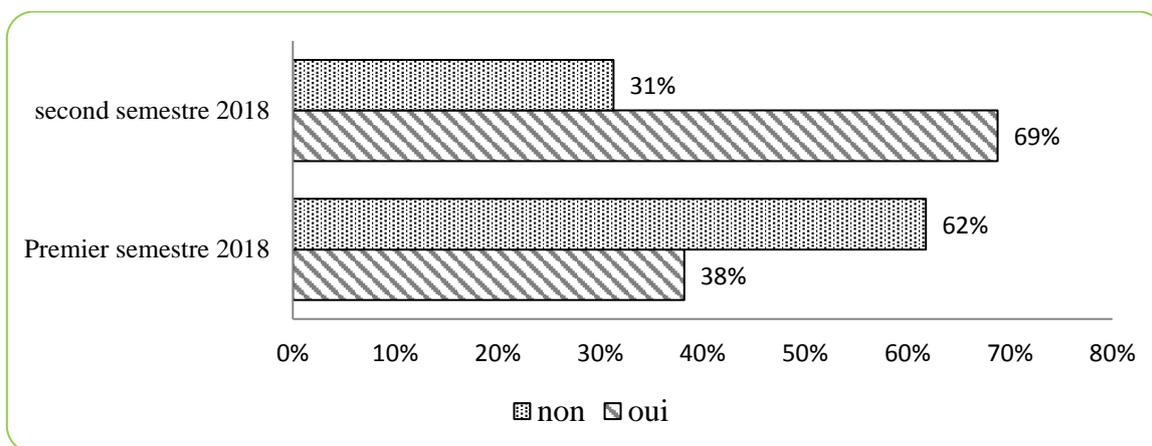
*Figure 41 : Nature des créances par secteur d'activités*



Source : Enquête PCAF/CCI-BF 2018 / Notre construction

Dans l'ensemble, 62% des entreprises ont constaté que l'encours de la dette intérieure au cours du premier semestre 2018 n'a pas connu d'amélioration. En revanche, ils restent majoritairement optimistes (69%) quant à son absorption au cours du deuxième semestre de l'année 2018.

Figure 42 : Evolution de l'absorption de la dette intérieure



Source : Enquête PCAF/CCI-BF 2018 / Notre construction

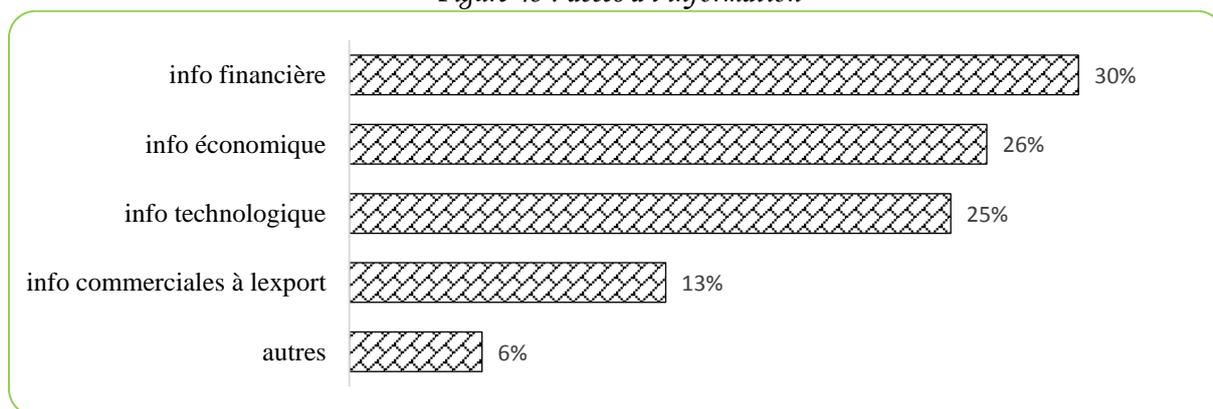
Les obstacles aux remboursements de la dette intérieure sont liés aux fonctionnements de l'administration publique. La dette normale provient des délais légaux imposés par l'administration publique. En dehors des délais administratifs, ce sont les lourdeurs administratives qui, majoritairement, sont à l'origine de l'existence de la dette intérieure (21% des cas). La corruption est citée par 17% des chefs d'entreprises comme facteur influençant le remboursement de la dette intérieure.

## V.7 Entrepreneuriat

### V.7.1 Accès à l'information

L'accès à l'information est primordial pour les chefs d'entreprises afin de saisir les opportunités sur les marchés. Au cours du semestre écoulé, 66% des chefs entreprises qui se sont prononcés, affirment avoir eu accès à l'information sur leur domaine d'activités. Ces informations pour 84% d'entre eux sont disponibles et se rapportent entre autres à la finance (30% des avis), à l'économie (26%), à la technologie (25%) et à l'exportation de marchandises (13%).

Figure 43 : accès à l'information

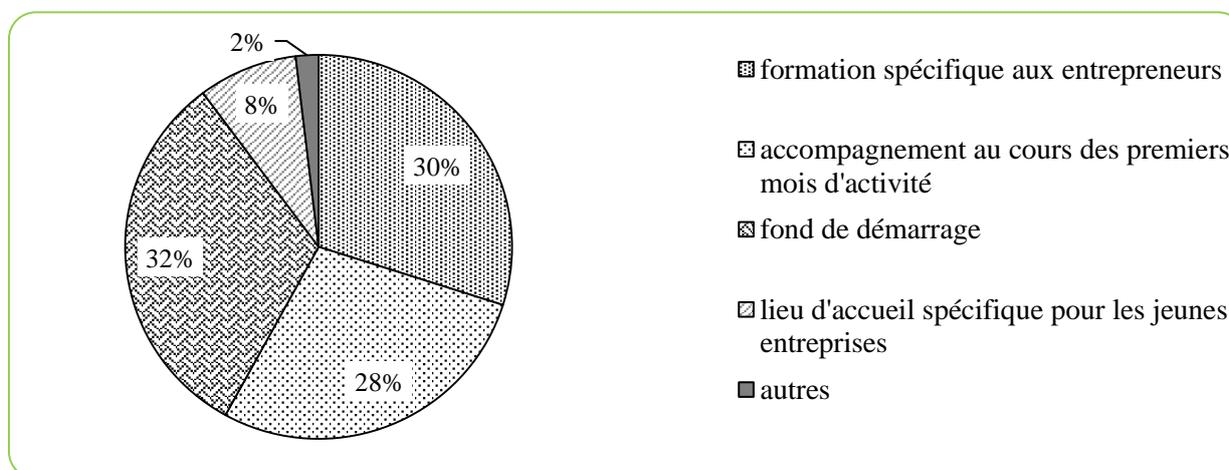


Source : Enquête PCAF/CCI-BF 2018 / Notre construction

### V.7.2 Facteurs déterminants pour l'entrepreneuriat

Pour les chefs d'entreprises, les services qui paraissent les plus déterminants pour aider les jeunes entreprises à se développer sont la mise à disposition d'un fonds de démarrage (32% d'avis favorable) suivi respectivement de formation spécifique à l'endroit des chefs d'entreprises (30%) et de l'accompagnement au cours des premiers mois d'activité (28%).

Figure 44 : Service déterminant pour aider les jeunes entreprises

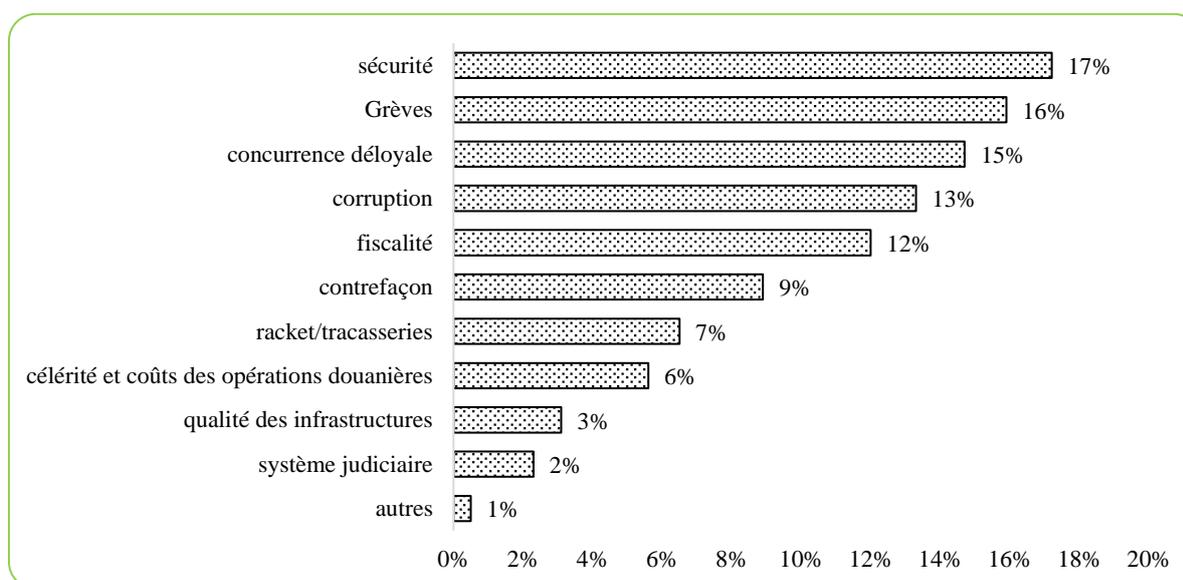


Source : enquête PCABF/CCI-BF 2018/ notre construction

### V.7.3 Contraintes rencontrées

Le secteur privé est exposé à un certain nombre de contraintes dont les principales sont la sécurité (17% des avis), les grèves à répétition (16%), la concurrence déloyale (15%) et la corruption (13%). Cette perception est différente par rapport à celle du second semestre 2017 où la concurrence déloyale et la corruption constituaient les deux premières contraintes. Ce changement de perception peut s'expliquer notamment par le climat social marqué de grèves incessantes et la menace des attentats terroristes qui a rendu le climat sécuritaire fragile.

*Figure 45 : Principales contraintes du secteur privé*



Source : enquête PCABF/CCI-BF 2018/ notre construction

### V.7.4 Classement Doing Business (DB/2018)

Le Classement Doing Business est un indicateur qui mesure la facilité dans un pays à faire des affaires pour les petites et moyennes entreprises. La 15<sup>ème</sup> édition du rapport Doing Business a été publiée en Octobre 2017. Selon les résultats, le Burkina Faso est classé 148<sup>ème</sup> sur 190 pays, soit un recul de deux (02) places par rapport au classement précédent. Cette contreperformance s'explique par l'absence de réformes significatives liées aux procédures de création d'entreprise, d'obtention du permis de construire, de raccordement à l'électricité (l'indicateur le plus bas 30/100), d'obtention de prêts et ce entre juin 2016 et juin 2017. Le comité Doing Business a jugé que depuis la réforme ayant consisté au rabaissement du capital minimum de création des SARL en mai 2016, le pays n'a plus progressé dans des mesures d'assouplissement aux formalités. De plus d'autres indicateurs tels que la protection des investisseurs minoritaires, l'exécution des contrats, le règlement de l'insolvabilité, le commerce transfrontalier, le

paiement des taxes et impôts, le transfert de propriété n'ont quasiment connu aucune modification sur la même période.

Toutefois force est de reconnaître que le Burkina Faso a conservé son dynamisme dans la création d'entreprise (son indicateur le plus élevé 88,17/ 100) tout au long de l'année 2017. Plus de 12 000 créations d'entreprises entre juin 2016 et juin 2017, ce qui lui a valu de rang mondial de 74<sup>e</sup> sur 190 sur le classement isolé de cet indicateur.

## CONCLUSION

Ce rapport avait pour objectif de collecter les opinions des chefs d'entreprises en vue d'établir l'état de la conjoncture économique au Burkina Faso au cours du premier semestre et de prévoir l'évolution du climat des affaires pour le second semestre de l'année 2018. Les informations contenues dans ce document constituent un support de pilotage des activités économiques, lequel est utilisable par l'ensemble des acteurs.

De l'avis des chefs d'entreprises interrogées, l'on retiendra que :

- la conjoncture socio-économique au premier semestre 2018 a été moyenne pour la majorité des chefs d'entreprises. Toutefois on note légère amélioration des soldes d'opinions par rapport au semestre précédent.
- le climat des affaires a été défavorable de l'avis de 52% des opérateurs économiques. Ce ressenti négatif a été plus perceptible dans le secteur du commerce où 57% des commerçants ont enregistré une baisse des ventes de leurs marchandises.
- L'emploi a stagné dans les trois secteurs et selon les chefs d'entreprises, cette situation ne connaîtrait pas d'évolution à court terme. Les investissements connaîtront les mêmes tendances que l'emploi.
- A l'instar du nombre d'exportateur, le volume des produits exportés a enregistré une baisse de l'avis de 47% au niveau du commerce tandis que dans le secteur industriel elle est restée stable (58%).
- Environ 2/3 des chefs d'entreprises jugent moyenne la qualité des services fournis par le secteur public. Toutefois, ils estiment que les services des impôts, de la sécurité et de la douane ont été de mauvaise qualité.
- Les entreprises souhaitent surtout un accompagnement pour l'accès au crédit bancaire jugé très coûteux, la mise en place d'un fonds de financement pour leurs activités et une diminution sensible de la pression fiscale.
- Malgré le niveau jugé élevé taux d'intérêt bancaire, la principale source de financement des entreprises demeure les crédits bancaires (53%).

Au regard des résultats de l'enquête et des contraintes sécuritaires actuelles, le défi majeur pour la relance économique passe inéluctablement par la stabilisation du climat social et par la maîtrise de la libre circulation des biens et des personnes (sécurité et fraude) d'une part et de l'autre par un regain de confiance et d'optimisme de la part des opérateurs économiques pour entreprendre des actions d'investissement, porteur de richesses et de prospérité pour l'économie nationale.